



INFORMATIONS RELATIVES AU PILIER 3 DE BALE III EXERCICE 2024

Groupe Crédit Mutuel Océan

AVRIL 2025

Objectifs et politique de gestion des risques	4
Contexte macro-économique et géopolitique.....	4
Profil de risque de l'établissement	4
Gouvernance des risques	5
<i>Fonction de gestion des risques</i>	<i>6</i>
<i>Contrôle Permanent</i>	<i>6</i>
<i>Conformité.....</i>	<i>7</i>
<i>Contrôle périodique</i>	<i>8</i>
Appétence aux risques.....	8
<i>Cadre général d'appétence aux risques</i>	<i>8</i>
<i>Déclinaison quantitative du cadre</i>	<i>9</i>
<i>Gouvernance du cadre</i>	<i>9</i>
<i>Canaux de communication</i>	<i>10</i>
Politiques et dispositifs mis en place pour la gestion des risques	10
<i>Champ et nature des systèmes de déclaration et de mesure des risques</i>	<i>10</i>
<i>Politiques de contrôle des stratégies de gestion des risques</i>	<i>10</i>
<i>Les politiques en matière de couverture et de réduction des risques ainsi que les politiques et dispositifs mis en place afin d'assurer leur efficacité continue.....</i>	<i>10</i>
<i>Tests de résistance (stress tests).....</i>	<i>11</i>
Fonds propres.....	12
Composition des fonds propres	12
<i>Les fonds propres de catégorie 1</i>	<i>12</i>
<i>Les fonds propres de catégorie 2</i>	<i>13</i>
<i>Composition des fonds propres réglementaires – CC1.....</i>	<i>14</i>
<i>Rapprochement entre les fonds propres et le bilan dans les états financiers audités – CC2.....</i>	<i>17</i>
Exigences de fonds propres.....	20
<i>Vue d'ensemble des montants totaux d'exposition au risque - OV1</i>	<i>20</i>
<i>Modèles pour les indicateurs clés - KM1</i>	<i>21</i>
Adéquation du capital.....	22
Risque de crédit	23
Expositions.....	23
Qualité de crédit des actifs	24
<i>Expositions dépréciées et en souffrance.....</i>	<i>24</i>
<i>Dépréciations pour risque de crédit.....</i>	<i>25</i>
Approche standard.....	34
Systèmes de notations internes.....	34
<i>Dispositif de notation et paramètres</i>	<i>34</i>
<i>Cartographie des modèles</i>	<i>35</i>
<i>Backtesting</i>	<i>36</i>
<i>Contrôles permanent et périodique</i>	<i>37</i>
<i>Informations quantitatives complémentaires</i>	<i>37</i>
Risque de crédit de contrepartie	37
Techniques d'atténuation du risque de crédit.....	38
Compensation et collatéralisation des pensions et des dérivés de gré à gré	38
Description des principales catégories de sûretés prises en compte par l'établissement	38

Procédures appliquées en matière de valorisation et de gestion des instruments constitutifs de sûretés réelles.....	39
Principales catégories de fournisseurs de protection.....	39
Risque de taux du Banking book (IRRBB)	40
IRRBB : Informations qualitatives sur le risque de taux.....	40
<i>Définition du risque de taux d'intérêt à des fins de contrôle et de mesure du risque</i>	<i>40</i>
<i>Stratégies globales de gestion et d'atténuation du risque de taux d'intérêt.....</i>	<i>40</i>
<i>Périodicité du calcul des mesures du risque de taux d'intérêt de la banque et mesures spécifiques utilisées pour évaluer la sensibilité au risque de taux d'intérêt.....</i>	<i>40</i>
<i>Scénarios de choc de taux d'intérêt et des scénarios de stress utilisés pour estimer les variations de la valeur économique et du revenu net d'intérêts</i>	<i>41</i>
<i>Description de la couverture du risque de taux d'intérêt, traitement comptable associé</i>	<i>42</i>
<i>Principales hypothèses de modélisation et paramétriques utilisées pour les mesures du risque de taux d'intérêt</i>	<i>42</i>
Risque opérationnel.....	44
Description de la méthode AMA	44
Périmètre d'homologation en méthode AMA	44
Politique en matière de couverture et de réduction des risques opérationnels	45
Utilisation des techniques d'assurance	45
Risque de liquidité	46
Gestion du risque de liquidité.....	46
Informations quantitatives sur le ratio de couverture des besoins de liquidité (LCR)	47
Structure et organisation de la fonction chargée de la gestion du risque de liquidité	48
Portée et nature des systèmes de déclaration et d'évaluation du risque de liquidité	48
Politiques en matière de couverture et d'atténuation du risque de liquidité, ainsi que stratégies et processus mis en place pour le suivi de l'efficacité constante de ces couvertures et techniques d'atténuation	49
Gouvernance d'entreprise et politique de rémunération.....	50
Comité des nominations	50
Comité des rémunérations	50
<i>Synthèse des rémunérations attribuées pendant l'exercice - REM1</i>	<i>51</i>
<i>Paielements spéciaux pendant l'exercice - REM2</i>	<i>52</i>
<i>Rémunération différée - REM3.....</i>	<i>52</i>
<i>Hautes rémunérations (REM4)</i>	<i>53</i>
Attestation concernant la publication des informations requises au titre du Pilier III.....	54
Table de concordance pilier 3	55

Objectifs et politique de gestion des risques

Intervenant sur les activités de collecte de dépôts, de financement de l'économie et des moyens de paiement, le Crédit Mutuel Océan propose une offre diversifiée de services à une clientèle de particuliers, de professionnels de proximité et entreprises de toutes tailles.

La stratégie du Crédit Mutuel Océan est celle d'un développement maîtrisé, durable et rentable, fondé sur la banque de proximité, la bancassurance et l'innovation technologique au service des hommes et des territoires.

De par son modèle d'affaires et ses valeurs, le Crédit Mutuel Océan développe historiquement des activités présentant un risque faible et divisé.

▪ Activité	
- Encours d'épargne :	16 399 M€
- Encours de crédits :	16 016 M€
▪ Bilan	
- Total de bilan consolidé IFRS :	23 780 M€
▪ Fonds Propres	
- Fonds Propres prudentiels consolidés :	1 548 M€
▪ Ratio de solvabilité	
- Ratio de solvabilité (Bâle 3) :	30,35%
- Dont Tier One :	30,11%

Contexte macro-économique et géopolitique

Le Groupe Crédit Mutuel reste totalement mobilisé pour faire face aux impacts liés à la crise ukrainienne, aux tensions géopolitiques et conflits au Moyen-Orient et aux incertitudes politiques.

Pour rappel, le Groupe Crédit Mutuel n'étant pas implanté sur ces zones de guerres, les expositions directes dans ces pays sont non significatives. Il reste cependant vigilant sur les conséquences indirectes de ces crises.

De plus, l'instabilité gouvernementale suite à la dissolution de l'Assemblée Nationale en France et les incertitudes budgétaires conduisent à maintenir un environnement politique et économique incertain à fin 2024.

Le groupe possède un dispositif de gouvernance et de pilotage des risques robuste.

Face à ce contexte, il suit de manière constante la qualité de ses engagements de crédit, la valorisation de ses portefeuilles, la gestion du risque de taux et sa liquidité. En outre, la solidité du groupe permettra de faire face à cette situation grâce au niveau de ses capitaux propres, fonds propres et des ratios qui en découlent.

Profil de risque de l'établissement

Le Crédit Mutuel Océan est une banque mutualiste, propriété de ses seuls sociétaires, non recensée parmi les établissements d'importance systémique mondiale (G-SIFIs).

La gestion des risques du Crédit Mutuel Océan s'articule autour des principales catégories suivantes :

- Le risque de crédit et de contrepartie : risque de pertes lié à l'incapacité pour une contrepartie de faire face à ses engagements financiers. Le risque de crédit inclut le risque de contrepartie.
- Les risques opérationnels : risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel et des systèmes internes ou d'événements extérieurs, y compris le risque juridique et le risque de non-conformité, le risque informatique et la gestion du dispositif d'externalisation.
- Le risque structurel de taux : risque de pertes de marge d'intérêt ou de valeur résultant des différences de taux et d'index de référence entre les emplois et les ressources de clientèle, dans une analyse prospective considérant l'évolution des encours et les options « cachées » (notamment les remboursements anticipés de crédits et les tirages de crédits confirmés).
- Le risque de liquidité : risque pour la banque de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ou de ne pas pouvoir dénouer ou compenser une position (en raison de la situation du marché ou de facteurs idiosyncratiques) dans un délai déterminé et à un coût raisonnable.
- Les risques liés au climat et à l'environnement : risque de pertes directes causées par le changement climatique et la dégradation de l'environnement (= risque physique) et risque de pertes financières que la banque peut encourir, directement ou indirectement, du fait du processus d'adaptation à une économie sobre en carbone et plus soutenable d'un point de vue environnemental (=risque de transition)

Le Crédit Mutuel Océan effectue un processus exhaustif d'identification, d'analyse et de hiérarchisation des risques via sa cartographie globale des risques.

La banque de détail est le cœur de métier et le risque de crédit constitue le principal risque du Crédit Mutuel Océan comme en atteste la part du risque de crédit dans le total de ses exigences de fonds propres et la prédominance du portefeuille Retail dans l'ensemble de ses expositions. Celui-ci s'est donc doté d'une politique de gestion du risque de crédit qui se fonde notamment sur un dispositif de limites visant à encadrer le risque de défaut de la clientèle et le risque de concentration unitaire et sectorielle.

Le Crédit Mutuel Océan est également exposé aux risques opérationnels. Les pertes opérationnelles avérées ou potentielles sont exploitées et suivies dans le cadre des méthodologies définies qui tiennent compte du risque de non-conformité.

La rentabilité d'exploitation du Crédit Mutuel Océan est liée à sa capacité à dégager suffisamment de marge nette d'intérêt en complément des commissions. Le risque de taux fait l'objet d'un suivi approfondi et prospectif.

Le Crédit Mutuel Océan est modérément exposé au risque de liquidité, de par sa nature principale de réseau de banque de détail adossé à une solide collecte de dépôts de la clientèle de particuliers ou d'entreprises. Le CMO, a formalisé, à travers la démarche ILAAP, une politique de tolérance au risque de liquidité marquée par une très grande prudence pour garantir le refinancement durable de ses activités.

Les risques associés à la diversification du modèle d'affaires sont pris en compte dans le cadre de la démarche économique de suivi des risques (ICAAP = Processus d'évaluation de l'adéquation du capital interne).

Gouvernance des risques

Les instances dirigeantes se composent d'organes de surveillance et de dirigeants effectifs tels que définis à l'article 10 de l'arrêté du 3 novembre 2014.

Compte tenu des spécificités de l'organisation non-centralisée du Groupe Crédit Mutuel, les organes de surveillance et les dirigeants effectifs se répartissent en deux niveaux : le national et le régional. Le principe de subsidiarité en vigueur au sein du Groupe Crédit Mutuel préside à la répartition des rôles entre ces deux niveaux.

Au niveau national, dans le cadre de la gouvernance du Groupe, la Direction des risques CNCM rend compte de ses travaux auprès de l'organe exécutif. La Direction générale rend régulièrement compte au Comité des risques. Ce dernier assiste le Conseil d'administration de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel dans l'examen des risques portés par l'ensemble du groupe.

Au Crédit Mutuel Océan, l'organisation de la gestion des risques comporte différents acteurs :

- L'organe de surveillance : le Comité des Risques dont les membres sont désignés par le Conseil d'administration du CMO, se réunit au moins cinq fois par an et à chaque fois que nécessaire afin notamment d'apprécier la qualité des risques, d'examiner la qualité des engagements, les dépassements éventuels de seuils de redressement, de limites ou de seuils d'alerte.
- L'organe exécutif : les dirigeants effectifs et le Comité de Direction
- Le responsable de la fonction de gestion des risques : la Directrice des Risques, de la Conformité et du Contrôle Permanent

Le contrôle des risques s'effectue tout d'abord par l'autocontrôle des opérateurs dans les unités opérationnelles, en premier niveau par le contrôle interne du hiérarchique. Au second niveau, le contrôle est exercé par les collaborateurs en charge du Contrôle Permanent. Il est indépendant par rapport aux acteurs engageant opérations et risques. Au troisième niveau, intervient le Contrôle Périodique qui veille à la cohérence, à l'exhaustivité et à l'efficacité du dispositif de contrôle interne ainsi que du dispositif de mesure et de surveillance des risques.

Enfin, en dernier niveau de contrôle, participent les intervenants extérieurs tels que les Commissaires aux Comptes, l'Inspection Confédérale, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et Résolution.

Fonction de gestion des risques

Les accords de Bâle relatifs à la gestion des risques par les établissements de crédit ont contribué à l'émergence d'une fonction risque d'envergure nationale, indépendante des unités en charge de mettre en place ou de renouveler les lignes de crédit. Celle-ci est animée par la Direction des risques et par la Direction Conformité et Contrôle Permanent de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel.

La Direction des Risques du Crédit Mutuel Océan assure le suivi des principaux risques et les retours d'informations associés à destination des Dirigeants effectifs et du Comité des Risques, comité spécialisé de l'Organe de Surveillance du CMO.

L'équipe « Pilotage des risques » est chargée du suivi et de la maîtrise de l'ensemble des risques afférents à l'activité bancaire du Crédit Mutuel Océan (financier, crédit, opérationnel, climatiques et environnementaux). Elle est rattachée directement à la Directrice des Risques, de la Conformité et du Contrôle Permanent et n'exerce pas d'autres fonctions au sein du CMO.

Contrôle Permanent

L'organisation générale du dispositif du Contrôle permanent du Groupe Crédit Mutuel, est conforme au cadre réglementaire en vigueur (arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne) et aux principes de gouvernance édictés par les textes du Comité de Bâle (BCBS 328, juillet 2015).

Conformément à l'article 13 de l'arrêté du 3 novembre 2014, le contrôle permanent est assuré par :

- Certains agents, au niveau des services centraux et locaux, exclusivement dédiés à cette fonction ;
- D'autres agents exerçant des contrôles opérationnels.

Le contrôle de niveau 1, logé au sein des métiers est le socle du contrôle permanent du Groupe Crédit Mutuel. Il a pour finalité de garantir au niveau opérationnel, la sécurité, la qualité, la régularité et la validité des transactions.

Quel que soit le choix d'organisation, les départements opérationnels de la banque constituent la première ligne de défense. Ils prennent des risques, ils sont responsables de la gestion courante de ces risques et ils doivent en rendre compte.

À ce titre, ils sont tenus de détecter, d'évaluer et de signaler ces expositions, en tenant compte de l'appétence pour le risque de la banque et des politiques, procédures et contrôles en la matière. La ligne opérationnelle doit s'acquitter de ses missions conformément au cadre d'appétence aux risques.

La fonction contrôle permanent, indépendante des départements opérationnels (au même titre que les fonctions risques et conformité), est l'un des éléments constitutifs de la deuxième ligne de défense [article 41 du BCBS 328].

La deuxième ligne de défense exerce cette mission de deux façons différentes :

- Soit par un contrôle de « second regard » indépendant et formalisé : par exemple, la revue indépendante des dossiers de crédit au-dessus d'un certain seuil, la revue indépendante des dépassements de limites, ou la validation indépendante des modèles de calcul utilisés pour la maîtrise des risques. Ce second regard répond également à un autre objectif de la deuxième ligne de défense, qui est de donner un avis indépendant sur les décisions de prise de risque portant les enjeux les plus significatifs, et d'apporter une expertise en termes de prise de risque ;
- Soit par un « contrôle des contrôles », visant à vérifier la pertinence des contrôles, l'effectivité et la qualité du contrôle permanent de niveau 1 par des contrôles exercés sur la supervision managériale et sur les contrôles opérationnels (contrôles sélectifs et/ou par sondages), à détecter les éventuelles anomalies dans la réalisation des contrôles de niveau 1 et s'assurer du suivi adéquat de ces anomalies au sein de la première ligne de défense. Ce contrôle doit être formalisé, notamment via les portails de contrôle interne.

En cohérence avec l'organisation du groupe Crédit Mutuel, la Direction des Risques, de la Conformité et du Contrôle Permanent du Crédit Mutuel Océan est responsable du dispositif de contrôle permanent sur l'intégralité de son périmètre via la mise en œuvre de plans de contrôles nationaux, en complément des contrôles mis en place propre au groupe.

A cela, la Directrice des Risques, de la Conformité et du Contrôle Permanent du CMO est rattachée fonctionnellement à la Directrice du contrôle permanent de la CNCM.

Conformité

Le risque de non-conformité est défini par l'arrêté du 3 novembre 2014 comme « un risque de sanction - judiciaire, administrative ou disciplinaire - de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation, qui naît du non-respect de dispositions propres aux activités bancaires et financières, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, nationales ou européennes directement applicables, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques, ou d'instructions des dirigeants effectifs prises notamment en application des orientations de l'organe de surveillance. ». En la matière, l'organisation de la prévention des risques de non-conformité au sein du groupe Crédit Mutuel a évolué de manière significative en 2017 avec :

- La mise en place d'une fonction conformité dédiée au seul troisième degré (Confédération Nationale du Crédit Mutuel et Caisse Centrale du Crédit Mutuel) ;
- Et le vote le 11 octobre 2017 d'une Décision de Caractère Général (« DCG ») concernant le dispositif de conformité au sein du groupe Crédit Mutuel, arrêtée en vue de définir et d'asseoir les périmètres d'intervention des fonctions conformité aux niveaux confédéral et régional.

A cet égard, le Conseil d'administration de la CNCM a souhaité préciser dans la DCG susvisée que la prévention des risques de non-conformité au sein du groupe comprenait notamment les domaines suivants :

- La sécurité financière (la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, respect des embargos) ;
- Les pratiques commerciales et la protection de la clientèle (dont la protection des données personnelles) ;
- La déontologie, l'éthique, la lutte contre la corruption et la prévention des conflits d'intérêts ;
- Et l'intégrité des marchés.

En application de cette décision et en lien avec les groupes régionaux de Crédit Mutuel, la fonction conformité confédérale est au niveau du groupe notamment en charge d'une part de coordonner et d'animer la fonction conformité, et d'autre part de veiller à la diffusion régulière d'une veille réglementaire, à l'élaboration d'un reporting consolidé et d'une cartographie des risques de non-conformité, à la rédaction de procédures cadres (et le cas échéant des classifications des risques associées) et à la mise en place au niveau du groupe d'un socle commun de contrôle permanent sur la conformité, ce en complément du dispositif préexistant de contrôle interne sur pièces en matière de sécurité financière. Elle représente enfin le groupe Crédit Mutuel au niveau consolidé vis-à-vis des autorités et des instances de place.

Au niveau du troisième degré, en sus elle met en place un dispositif opérationnel de conformité.

Les informations clés entrant dans son périmètre font l'objet d'une communication à ses instances dirigeantes. Pour ce faire, le responsable de la fonction conformité confédérale est directement rattaché à la Direction générale de la CNCM, ce rattachement lui garantissant ainsi l'indépendance nécessaire à l'exercice de ses fonctions. Il rend par ailleurs régulièrement compte au Comité des risques et au Conseil d'administration de la CNCM ainsi qu'aux Directeurs Généraux du groupe Crédit Mutuel.

Conformément au principe de subsidiarité, chaque groupe régional reste en outre responsable d'organiser son contrôle interne et de se doter d'un dispositif conforme aux dispositions de l'arrêté du 3 novembre 2014 et du code monétaire et financier, incluant le contrôle de la conformité et la lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. Celui-ci couvre le contrôle des caisses locales, des organismes du second degré (fédérations, caisses fédérales et interfédérales) et de toutes les entreprises, filiales, sociétés de moyens dans lesquelles les groupes détiennent un pouvoir de contrôle exclusif ou conjoint ou exercent une influence notable - bancaires ou non bancaires – en France et à l'étranger.

Contrôle périodique

La fonction d'audit interne constitue la troisième ligne de défense du dispositif de contrôles internes au sein du groupe Crédit Mutuel. Elle doit fournir aux conseils d'administration et aux directions, tant au niveau national que régional une garantie indépendante quant à la qualité et à l'efficacité des dispositifs et processus de contrôles permanents, de gestion des risques et de gouvernance.

L'Inspection Générale de la Confédération (IGC) est en charge, entre autres, d'assurer la supervision de l'audit interne au sein du groupe Crédit Mutuel afin de contribuer à la sécurité générale de celui-ci. A cette fin, elle s'assure que les organisations mises en œuvre par chacun des groupes régionaux sont cohérentes entre elles, efficaces, et permettent en particulier la mesure, la surveillance et la maîtrise des risques au niveau consolidé.

Appétence aux risques

L'appétence au risque est définie comme le niveau et le type de risques qu'une institution financière peut et souhaite assumer dans ses expositions et ses activités, compte tenu de ses objectifs stratégiques.

Le dispositif d'appétence aux risques du Groupe est défini en adéquation avec son profil de risques et sa stratégie, et se traduit par une gouvernance et des systèmes de gestion des risques appropriés.

Cadre général d'appétence aux risques

Le Crédit Mutuel Océan est un groupe mutualiste, non coté et profondément ancré dans son sociétariat. Il met en œuvre un modèle de développement qui s'appuie sur des principes de prudence, de responsabilité, de proximité et de subsidiarité.

L'esprit de service aux sociétaires est fondé sur des valeurs de long terme, qui favorisent une croissance rentable avec une prise de risque limitée, dans le cadre d'une gouvernance animée par des administrateurs bénévoles.

Fidèle à son modèle coopératif, le Crédit Mutuel Océan veille à maintenir et à régulièrement renforcer sa solidité financière, source de sécurité et de pérennité.

Ces principes sont pris en compte lors de l'élaboration des objectifs stratégiques, financiers et de développement commercial, au service des sociétaires et clients, et sont directement intégrés dans le processus de prise de décision.

Le cadre général d'appétence aux risques arrêté par les instances dirigeantes du Crédit Mutuel Océan permet notamment de :

- S'engager dans des activités après s'être assuré que les risques sont compris, maîtrisés et gérés adéquatement ;
- Rechercher un niveau et un horizon de rentabilité qui ne se réalisent pas au détriment d'une saine gestion des risques
- Présenter les profils de risques des métiers et entités au regard des résultats, de leur consommation de fonds propres et des besoins de financement générés
- Identifier les risques en amont et les gérer de façon proactive en préservant le profil prudentiel de risques de l'entreprise.

Le cadre général d'appétence aux risques consiste en une approche globale couvrant :

- Les principes fondamentaux en matière de prise de risques ;
- L'état des lieux en matière de risques ;
- La description des rôles et responsabilités des organes de gouvernance qui en supervisent la mise en œuvre, le pilotage et le contrôle ;
- La détermination quantitative du niveau de risque que l'établissement est disposé à assumer pour remplir ses objectifs stratégiques ;
- Les modalités de suivi et de reporting.

Déclinaison quantitative du cadre

La mise en œuvre du cadre général d'appétence aux risques du Crédit Mutuel Océan s'appuie sur une combinaison appropriée de politiques, processus, contrôles, systèmes et procédures déclinés dans tous les groupes régionaux pour atteindre les objectifs définis.

L'appétence aux risques, déclinée par type de risque, s'exprime par :

- Des indicateurs clés;
- Une limitation graduée des risques fixée sur ces indicateurs ;
- Les procédures en cas de dépassement.

Gouvernance du cadre

Le cadre général d'appétence aux risques du Crédit Mutuel Océan est la déclinaison opérationnelle du cadre défini sur base consolidée par la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, approuvé et révisé sur base annuelle par le Conseil d'Administration de la CNCM. Il est adapté à la structure du Crédit Mutuel Océan et couvre l'ensemble de ses activités et est revue au moins une fois par an.

Le cadre d'appétence aux risques est considéré comme une déclaration d'appétence pour le risque. Il prend en compte tous les risques significatifs, chaque risque devant être considéré non seulement isolément mais également au regard des autres risques.

Le cadre d'appétence aux risques du Crédit Mutuel Océan fait le lien entre l'ensemble des risques qui encadrent les différentes activités du CMO (crédit, contrepartie, taux, liquidité, opérationnel...) et leur pilotage opérationnel en s'appuyant sur des critères quantitatifs (indicateurs de risque, de liquidité...) et qualitatifs (dispositif de conformité).

La surveillance de cette déclinaison fait partie des missions et attributions du Comité des risques de la Confédération.

Canaux de communication

Le cadre général d'appétence aux risques contribue à promouvoir une culture risques et financière forte au sein du Crédit Mutuel Océan, de telle sorte que l'émergence de nouveaux risques ou toute prise de risque excédant les seuils et limites définis soient rapidement identifiés, et portés à la connaissance des instances décisionnaires.

Ce cadre a vocation à être connu et mis en œuvre à tous les niveaux du CMO. A cet effet, pour assurer sa mise à disposition dans l'intégralité du Groupe, il est diffusé auprès de tous, notamment par l'intermédiaire de la communication faite sur le sujet par la Direction des Risques du CMO, et plus largement via sa diffusion sur le portail intranet du groupe.

Politiques et dispositifs mis en place pour la gestion des risques

Dans un souci permanent de gestion et de maîtrise des risques, une révision du cadre d'appétence des risques est mise en œuvre chaque année, dans le respect des principes du cadre d'appétence aux risques du Crédit Mutuel Océan validé par les instances de gouvernance (Comité des Risques et Conseil d'Administration). La politique s'adapte à l'environnement économique et financier.

Champ et nature des systèmes de déclaration et de mesure des risques

De manière générale, la communication s'exerce par la Direction des Risques de la Conformité et du Contrôle Permanent et la Direction Financière qui communiquent au Directeur général du CMO, les résultats des principaux ratios, des tableaux de bord.

Dans l'optique de suivre et d'analyser l'évolution du profil des risques du Crédit Mutuel Océan, différents reportings sont élaborés et adressés aux instances dirigeantes :

- Des reportings détaillés pour chaque type de risque concerné à destination des Directions opérationnelles ;
- Des reportings à destination des instances de gouvernance des risques (Dirigeants Effectifs et Comité des Risques).

Politiques de contrôle des stratégies de gestion des risques

Les tableaux de bord communiqués à l'organe de surveillance mentionnent trimestriellement les montants des limites et seuils et leur niveau de consommation.

La Direction des risques de la CNCM est responsable de la production des états de suivi du respect des limites et seuils d'alerte. Les informations sont collectées auprès des entités régionales et c'est sur cette base (et sur celle des procédures d'escalade en vigueur) que les instances dirigeantes sont tenues régulièrement informées du respect de l'appétence définie par le Conseil d'administration CNCM au niveau national et de chacun des Groupes régionaux.

Le Crédit Mutuel Océan s'est positionné sur l'intégration d'une marge de sécurité par rapport au dispositif de limites national, cohérente avec sa politique de risques, son appétence et ses propres procédures d'escalade. Ce point est étudié avec les instances de gouvernance, et a abouti à la mise en place de marge sur certains risques.

Les politiques en matière de couverture et de réduction des risques ainsi que les politiques et dispositifs mis en place afin d'assurer leur efficacité continue

La politique en matière de couverture et de réduction des risques, ainsi que les dispositifs mis en place afin de s'assurer de leur efficacité continue, relèvent de la responsabilité du Crédit Mutuel Océan. La

cohérence à l'échelle nationale est assurée par les dispositifs de limites, les procédures, les tableaux de bord et le processus de contrôle (permanent et périodique).

Tests de résistance (stress tests)

Les stress tests, ou tests de résistance, font partie intégrante du dispositif de gestion des risques mis en place par le Groupe Crédit Mutuel. Ils consistent à simuler des scénarios prospectifs (économiques, financiers, politiques, réglementaires) sévères mais plausibles afin de mesurer la capacité de résistance de la banque à de telles situations.

Les stress tests sont déployés aux niveaux national et régional. Leurs résultats sont calculés sur le périmètre consolidé du Groupe, et les Groupes régionaux les déclinent sur le périmètre consolidé de leur Caisse fédérale.

Le dispositif de stress tests inclut des stress tests spécifiques par type de risque tels que :

- Les stress tests crédit servant à déterminer la variation des exigences de fonds propres et de coût du risque en fonction de scénarios de sensibilité assis sur une position économique identifiée ;
- Les stress tests de taux permettant la mesure de la sensibilité d'indicateurs tels que le PNB à des scénarios de déplacement de la courbe de taux ;
- Les stress tests de liquidité visant à calculer l'horizon de survie de la banque dans un environnement stressé ;
- Les stress tests marchés basés sur des scénarios historiques et hypothétiques sur les activités de marché de l'ensemble des groupes de Crédit Mutuel ;
- Les stress tests opérationnels permettant de calculer un niveau de perte potentielle dans le cadre de la méthode AMA.
- Les stress tests climatiques permettant d'estimer à un horizon plus lointain (2050), les pertes et impacts financiers causés par un événement climatique ou par la mise en place d'un nouveau process adapté à une économie sobre en carbone et plus soutenable d'un point de vue environnemental.

Tant dans le cadre des approches économiques que dans celui du plan préventif de rétablissement, le Groupe s'attache à développer un programme de stress complet. Partant de sa cartographie globale des risques et de l'identification de ses principales vulnérabilités, le Groupe Crédit Mutuel a construit un programme de stress gradué, dont la sévérité est déclinée sur trois niveaux :

- Les stress tests utilisés dans les approches économiques d'évaluation des besoins en fonds propres et en liquidité (ICAAP et ILAAP), calibrés sur la base d'hypothèses sévères et plausibles et en cohérence avec les risques majeurs du Groupe Crédit Mutuel, fondés sur des événements macro-économiques et prospectifs ;
- Les stress développés dans Plan Préventif de rétablissement. Ces scénarios extrêmes et hypothétiques, dont l'occurrence est très peu probable, permettent de tester l'efficacité des options de redressement ;
- La réalisation de stress à hauteur de la capacité du Groupe Crédit Mutuel à assumer des risques (reverse stress test). Leurs résultats permettent de montrer la distance du Groupe à une situation de redressement, voire de résolution, dans des conditions économiques dégradées et maximalistes.

Le Groupe Crédit Mutuel participe enfin aux exercices de stress réglementaires coordonnés par la Supervision et/ou l'Autorité Bancaire Européenne.

Les instances dirigeantes et organes de surveillance sont régulièrement informés des résultats des stress tests.

Fonds propres

Composition des fonds propres

Depuis le 1^{er} janvier 2014, les fonds propres prudentiels sont déterminés conformément à la partie I du règlement UE n°575/2013 du parlement européen et du conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le règlement UE n°648/2012 (dit « CRR »), complété par des normes techniques (règlements délégués, et d'exécution UE de la Commission Européenne).

Les fonds propres sont désormais constitués par la somme :

- Des fonds propres de catégorie 1 : comprenant les fonds propres de base de catégorie 1 nets de déductions (*Common Equity Tier 1* - CET1), et les fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) nets de déductions,
- Des fonds propres de catégorie 2 nets de déductions.

Le règlement européen prévoit une période transitoire de mise en conformité des établissements de crédit. À ce titre, certains éléments de fonds propres bénéficient de clauses transitoires.

Les fonds propres de catégorie 1

Les fonds propres de base de catégorie 1 (*Common Equity Tier 1* « CET 1 ») correspondent aux instruments de capital social et aux primes d'émission associées, aux réserves (dont celles sur les autres éléments du résultat global accumulés), aux résultats non distribués. Il est exigé une totale flexibilité des paiements et les instruments doivent être perpétuels.

Les fonds propres additionnels de catégorie 1 (*Additional Tier 1* « AT1 ») correspondent aux instruments de dette perpétuelle, dégagés de toute incitation ou obligation de remboursement (en particulier les sauts dans la rémunération).

Les fonds propres de base de catégorie 1 sont déterminés à partir des capitaux propres comptables du Groupe calculés sur le périmètre prudentiel, après application des « filtres prudentiels » et d'un certain nombre d'ajustements réglementaires.

Les filtres prudentiels :

Les différences sur mise en équivalence des participations sont réparties entre les réserves et le report à nouveau, d'une part, et le résultat intermédiaire, d'autre part, en fonction des catégories de capitaux propres dans lesquelles elles trouvent leur origine.

Les autres ajustements en CET1 concernent principalement :

- L'anticipation de la distribution des dividendes ;
- La déduction des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels ;
- La différence négative entre les provisions et les pertes attendues ainsi que les pertes attendues sur actions ;
- Les ajustements de valeur dus aux exigences d'évaluation prudente
- Les impôts différés actif dépendant de bénéfices futurs et ne résultant pas de différences temporaires nets des passifs d'impôts associés ;

- Les pertes et les gains en juste valeur des instruments dérivés au passif du bilan de l'établissement et qui sont liés à l'évolution de la qualité de crédit de l'établissement ;

Par ailleurs, les détentions directes et indirectes détenues dans des instruments CET1 d'entité du secteur financier sont intégralement incluses dans la franchise et ne sont à ce titre pas déduites du CET1.

Les fonds propres de catégorie 2

Les fonds propres de catégorie 2 correspondent aux instruments de dette subordonnée d'une durée minimale de 5 ans. Les incitations au remboursement anticipé sont interdites.

Le montant des « fonds propres éligibles » s'avère plus restreint. Cette notion est utilisée pour le calcul des seuils des grands risques et des participations non financières pondérées à 1 250%, il s'agit de la somme des :

- Fonds propres de catégorie 1, et
- Fonds propres de catégorie 2, plafonnés à 1/3 des fonds propres de catégorie 1.

Composition des fonds propres réglementaires – CC1

		Montant à la date de publication (en M€)	Source basée sur les numéros de référence du bilan selon le périmètre de consolidation réglementaire
	FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1) : instruments et réserves		
1	Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émissions y afférents	240	
	<i>dont : Parts sociales</i>	227	6
	<i>dont : Prime d'émission</i>	13	
2	Bénéfices non distribués	1 311	6
3	Autres éléments du résultat global accumulés (et autres réserves)	456	6
3a	Fonds pour risques bancaires généraux	-	
4	Montant des éléments éligibles visés à l'art. 484, paragraphe 3 et comptes de primes d'émissions y afférents qui seront progressivement exclus du CET1	-	
5	Intérêts minoritaires éligibles au CET1	-	7
5a	Bénéfices intermédiaires, nets de toute charge et de toute distribution de dividendes prévisible, ayant fait l'objet d'un contrôle indépendant	51	6
6	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) avant ajustements réglementaires	2 058	
	FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1) : ajustements réglementaires		
7	Corrections de valeurs supplémentaire (montant négatif)	- 4	
8	Immobilisations incorporelles (nets des passifs d'impôts associés) (montant négatif)	- 1	4
9	Ensemble vide dans l'UE	-	
10	Actifs d'impôt différés dépendant de bénéfices futurs à l'exclusion de ceux résultant de différences temporelles, nets des passifs d'impôt associés (nets des passifs d'impôts associés lorsque les conditions prévues à l'art. 38 paragraphe 3 sont réunies) (montant négatif)	-	2
11	Réserves en juste valeur relatives aux pertes et aux gains générés par la couverture des flux de trésorerie	-	
12	Montants négatifs résultant du calcul des pertes anticipées	- 9	
13	Toute augmentation de valeur des capitaux propres résultant des actifs titrisés (montant négatif)	-	
14	Pertes ou gains sur passifs évalués à la juste valeur et qui sont liés à l'évolution de la qualité de crédit de l'établissement	-	
15	Actifs de fonds de pension à prestation définie (montant négatif)	- 6	3
16	Détentions directes ou indirectes, par un établissement, de ses propres instruments CET1 (montant négatif)	- 21	
17	Détentions directes ou indirectes ou synthétiques d'instruments de CET1 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant négatif)	-	
18	Détentions directes ou indirectes ou synthétiques d'instruments de CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au dessus du seuil de 10%, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	- 465	
19	Détentions directes ou indirectes ou synthétiques d'instruments de CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (montant au dessus du seuil de 10%, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	
20	Ensemble vide dans l'UE	-	
20a	Montant des expositions aux éléments suivants qui reçoivent un pondération de 1250%, lorsque l'établissement a opté pour la déduction	-	
20b	<i>dont : participations qualifiées hors du secteur financier (montant négatif)</i>	-	
20c	<i>dont : positions de titrisation (montant négatif)</i>	-	
20d	<i>dont : positions de négociation non dénouées (montant négatif)</i>	-	
21	Actifs d'impôt différés résultant de différences temporelles (montant au dessus du seuil de 10%, net des passifs d'impôt associés lorsque les conditions prévues à l'art. 38, paragraphe 3, sont réunies) (montant négatif)	-	
22	Montant au dessus du seuil de 17,65% (montant négatif)	-	
23	<i>dont : detentions directes et indirectes, par l'établissement, d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles il détient un investissement important</i>	-	
24	Ensemble vide dans l'UE	-	
25	<i>dont : actifs d'impôt différés résultant de différences temporelles</i>	-	
25a	Résultats négatifs de l'exercice en cours (montant négatif)	-	
25b	Charges d'impôt prévisibles relatives à des éléments CET1 (montant négatif)	-	
26	Ensemble vide dans l'UE	-	
27	Déductions AT1 éligibles dépassant les fonds propres AT1 de l'établissement (montant négatif)	-	
27a	Autres ajustements réglementaires	- 16	
28	Total des ajustements réglementaires aux fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	- 521	
29	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	1 536	

		Montant à la date de publication (en M€)	Source basée sur les numéros de référence du bilan selon le périmètre de consolidation réglementaire
	FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1 (AT1) : instruments		
30	Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émissions y afférents	-	
31	dont : classés en tant que capitaux propres en vertu du référentiel comptable applicable	-	6
32	dont : classés en tant que passifs en vertu du référentiel comptable applicable	-	
33	Montant des éléments éligibles visé à l'art. 484, paragraphe 4, et comptes des primes d'émission y afférents qui seront progressivement exclus de l'AT1	-	
EU-33a	Montant des éléments éligibles visés à l'art. 494 bis paragraphe 1	-	
EU-33b	Montant des éléments éligibles visés à l'art. 494 ter paragraphe 1	-	
34	Fonds propres de catégorie 1 éligibles inclus dans les fonds propres consolidés AT1 (y compris intérêts minoritaires non inclus dans la ligne 5) émis par des filiales et détenus par des tiers	-	7
35	dont : instruments émis par des filiales qui seront progressivement exclus	-	
36	Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) avant ajustements réglementaires	-	
	FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1 (AT1) : ajustements réglementaires		
37	Détentions directes et indirectes, par un établissement, de ses propres instruments AT1 (montant négatif)	-	
38	Détentions directes ou indirectes ou synthétiques d'instruments AT1 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe un détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant négatif)	-	
39	Détentions directes ou indirectes ou synthétiques d'instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au dessus du seuil de 10%, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	
40	Détentions directes ou indirectes ou synthétiques d'instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (montant au dessus du seuil de 10%, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	1
41	Non applicable	-	
42	Déductions de T2 éligibles dépassant les fonds propres T2 de l'établissement (montant négatif)	-	
42a	Autres ajustements réglementaires aux fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)	-	
43	Total des ajustements réglementaires aux fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)	-	
44	Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)	-	
45	Fonds propres de catégorie 1 (T1 = CET1 + AT1)	1 536	
	FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2 (T2) : instruments et provisions		
46	Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émissions y afférents	-	5
47	Montant des éléments éligibles visé à l'art. 484, paragraphe 5, et comptes des primes d'émission y afférents qui seront progressivement exclus du T2	-	
47a	Montant des éléments éligibles visés à l'article 494 bis, paragraphe 2, du CRR soumis à exclusion progressive des T2	-	
47b	Montant des éléments éligibles visés à l'article 494 ter, paragraphe 2, du CRR soumis à exclusion progressive des T2	-	
48	Instruments de fonds propres éligibles inclus dans les fonds propres consolidés T2 (y compris intérêts minoritaires et instruments AT1 non inclus dans la ligne 5) émis par des filiales et détenus par des tiers	-	
49	dont : instruments émis par des filiales qui seront progressivement exclus	-	
50	Ajustements pour risque de crédit	14	
51	Fonds propres de catégorie 2 (T2) avant ajustements réglementaires	14	
	FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2 (T2) : instruments et provisions		
52	Détentions directes ou indirectes, par un établissement, de ses propres instruments et emprunts subordonnés T2 (montant négatif)	-	
53	Détentions directes ou indirectes d'instruments et d'emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe un détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant négatif)	-	
54	Détentions directes ou indirectes d'instruments et d'emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au dessus du seuil de 10%, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	2
54a	Non applicable	-	
55	Détentions directes d'instruments et d'emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	
56	Non applicable	-	
56a	Déductions admissibles d'engagements éligibles dépassant les éléments d'engagements éligibles de l'établissement (montant négatif)	-	
56b	Autres ajustements réglementaires des fonds propres T2	-	
57	Total des ajustements réglementaires aux fonds propres de catégorie 2 (T2)	- 2	
58	Fonds propres de catégorie 2 (T2)	12	
59	Total des fonds propres (TC = T1 + T2)	1 548	
60	Montant total d'exposition au risque	5 103	

		Montant à la date de publication (en M€)	Source basée sur les numéros de référence du bilan selon le périmètre de consolidation réglementaire
	RATIOS ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES, y compris les COUSSINS		
61	Fonds propres de base de catégorie 1 (en pourcentage du montant total d'exposition au risque)	30,11%	
62	Fonds propres de catégorie 1 (en pourcentage du montant total d'exposition au risque)	30,11%	
63	Total des fonds propres (en pourcentage du montant total d'exposition au risque)	30,35%	
64	Exigence de coussin spécifique à l'établissement (exigence de CET1 conformément à l'art. 92, paragraphe 1, point a), plus exigences de coussin de conservation des fonds propres et contracyclique, plus coussin pour le risque systémique, plus coussin pour établissement d'importance systémique, exprimée en pourcentage du montant d'exposition au risque	8,00%	
65	dont : exigence de coussin de conservation des fonds propres	2,5%	
66	dont : exigence de coussin contracyclique	0,00%	
67	dont : exigence de coussin pour le risque systémique	0,00%	
67a	dont : coussin pour établissement d'importance systémique mondiale (EIS ^m) ou pour autre établissement d'importance systémique (autre EIS)	0,00%	
67b	dont : exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif	0,00%	
68	Fonds propres de base de catégorie 1 disponibles pour satisfaire aux exigences de coussins (en pourcentage du montant d'exposition au risque)	22,35%	
69	[sans objet dans la réglementation de l'UE]		
70	[sans objet dans la réglementation de l'UE]		
71	[sans objet dans la réglementation de l'UE]		
	MONTANTS INFÉRIEURS AUX SEUILS POUR DEDUCTION (AVANT PONDERATION)		
72	Détentions directes et indirectes de fonds propres d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant en dessous du seuil de 10%, net des positions courtes éligibles)	202	
73	Détentions directes et indirectes de fonds propres d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (montant au dessus du seuil de 0%, net des positions courtes éligibles)	-	
74	Non applicable	-	
75	Actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles (montant en dessous du seuil de 17,65%, net des passifs d'impôt associés lorsque les conditions de l'art. 38 paragraphe 3 du CRR, sont réunies)	29	
	PLAFONDS APPLICABLES LORS DE L'INCLUSION DE PROVISIONS DANS LES FONDS PROPRES DE CATEGORIE 2		
76	Ajustements pour risque de crédit inclus dans le T2 eu égard aux expositions qui relèvent de l'approche standard (avant application du plafond)	-	
77	Plafond pour l'inclusion des ajustements pour risque de crédit dans le T2 selon l'approche standard	3	
78	Ajustements pour risque de crédit inclus dans le T2 eu égard aux expositions qui relèvent de l'approche fondée sur les notations internes (avant application du plafond)	89	
79	Plafond pour l'inclusion des ajustements pour risque de crédit dans le T2 selon l'approche fondée sur les notations internes	14	
	INSTRUMENTS DE FONDS PROPRES SOUMIS A EXCLUSION PROGRESSIVE (applicable entre le 1er janvier 2014 et le 1er janvier 2022 uniquement)		
80	directement	-	
81	Montant exclu du CET1 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursement et échéances)	-	
82	Plafond actuel applicable aux instruments AT1 soumis à exclusion progressive	-	
83	Montant exclu de l'AT1 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursement et échéances)	-	
84	Plafond actuel applicable aux instruments T2 soumis à exclusion progressive	-	
85	Montant exclu du T2 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursement et échéances)	-	

Rapprochement entre les fonds propres et le bilan dans les états financiers audités – CC2

<i>en millions d'euros</i>	Consolidation Comptable	Consolidation Prudentielle	Ecart
Capitaux propres	2 085	2 085	
Capitaux propres - part du groupe - Hors OCI	1 612	1 612	
Capital souscrit et primes d'émissions	244	244	-
Réserves consolidées - Groupe	1 311	1 311	-
Résultat consolidé - Groupe	57	57	-
Capitaux propres - intérêts minoritaires - Hors OCI	17	17	
Réserves consolidées - Intérêts minoritaires	17	17	-
Résultat consolidé - Intérêts minoritaires	-	-	-
Gains ou pertes latents - Part du Groupe	456	456	-
dont instruments de capitaux propres	456	456	-
dont instruments de dettes	-	-	-
dont couverture de flux de trésorerie	-	-	-
Gains ou pertes latents - Intérêts minoritaires	-	-	-
Autres éléments bilantiels			
Immobilisations incorporelles (a)	1	1	-
Ecart d'acquisition (y compris inclus dans la valeur des titres mis en équivalence)	-	-	-
Impôts différés			
. Actifs	44	44	-
dont IDA sur déficit fiscal	-	-	-
. Passifs	15	15	-
dont IDP sur immobilisations incorporelles (b)	-	-	-
Dettes subordonnées	-	-	-

en millions d'euros

	CET1	AT1	T2
Fonds propres	1 536	-	12
1 Fonds Propres - Part du groupe	1 581		
Capital appelé versé et primes d'émission	219		
Résultats antérieurs non distribués	1 311		
Bénéfice ou perte (part du groupe)	57		
(-) Part des bénéfices intermédiaires ou de fin d'exercice non éligible	-6		
2 Fonds Propres - Intérêts minoritaires	-	-	-
Intérêts minoritaires éligibles	-	-	-
3 Gains ou pertes latents - part du groupe	456		-
dont instruments de capitaux propres	456		-
dont instruments de dettes	-0		
dont couverture de flux de trésorerie (CFH)	-		
dont Ecart actuariels	-0		
dont Ecart de conversion	-		
dont Spread Emetteur	-		
Autres éléments bilantiels entrant dans le calcul des Fonds propres	-501	-	12
4 (-) Montant brut des autres immobilisations incorporelles y compris IDP sur immobilisations incorporelles (a-b)	-1		
(-) Écart d'acquisition en immobilisations incorporelles	-		
5 (-) IDA dépendant de bénéfices futurs et ne résultant pas de différences temporelles nets des passifs d'impôts associés	-		
6 Dettes subordonnées		-	-
Déductions et filtres prudentiels (détails page suivante)	-499	-	12

Les écarts avec le bilan prudentiel numérotés ci-dessus sont expliqués comme suit :

- 1** L'écart reflète le traitement requis dans la notice du SGACPR relatif aux PMV portées par les sociétés consolidées par MEE (cf point 3)
- 2** Les intérêts minoritaires sont soumis à un calcul spécifique dans le cadre du CRR
- 3** L'écart reflète le traitement requis dans la notice du SGACPR relatif aux PMV portées par les sociétés consolidées par MEE (cf point 1)
- 4** Le montant des immobilisations incorporelles déduit des fonds propres comprend les impôts différés passifs associés
- 5** Les impôts différés actif et passif sont soumis à un traitement spécifique dans le cadre du règlement européen
- 6** Les dettes subordonnées retenues en fonds propres diffèrent de la comptabilité en raison d'éléments considérés comme non éligibles par le règlement CRR, et du calcul d'une réfaction réglementaire sur les 5 dernières années pour les dettes à durée déterminée

en millions d'euros

	CET1	AT1	T2
Détails des déductions et filtres prudentiels	-499	-	12
(-) Positions de titrisation qui peuvent sur option faire l'objet d'une pondération de 1250%	-		
(-) Instruments d'entités pertinentes dans lesquelles l'établissement ne détient pas un investissement signific	-465	-	-2
(-) Instruments d'entités pertinentes dans lesquelles l'établissement détient un investissement significatif *	-	-	-
Déductions excédentaires par niveau de fonds propres	-	-	-
En IRB, différence négative entre les provisions et les pertes attendues	-9		
En IRB, différence positive entre les provisions et les pertes attendues			14
Ajustements du risque de crédit (Approche standard)			-
Filtre prudentiel : Réserve de couverture de flux de trésorerie	-		
Filtre prudentiel : Ajustements de valeurs dus aux exigences d'évaluation prudente	-4		
Filtre prudentiel : Pertes ou gains cumulés dus à l'évolution de la qualité de crédit propre sur les passifs évalu	-		
Filtre prudentiel : Pertes ou gains à la JV résultant du propre risque de crédit lié aux instruments dérivés pass	-		
Déduction des insuffisances de couverture des expositions non performantes	-1		
Déduction des engagements irrévocables de paiement	-14		
Déduction des actifs du fonds de retraite défini	-6		
Autres			

Exigences de fonds propres

Vue d'ensemble des montants totaux d'exposition au risque - OV1

	<i>en millions d'euros</i>	Montant total d'exposition au risque (TREA)		Exigences totales de fonds propres
		31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024
1	Risque de crédit (hors CCR)	4 624	4 461	370
2	Dont approche standard	319	313	26
3	Dont approche NI simple (F-IRB)	548	416	44
4	Dont approche par référencement	0	0	0
EU 4a	Dont actions selon la méthode de pondération simple	0	1 378	0
5	Dont approche NI avancée (A-IRB)	2 416	2 354	193
6	Risque de crédit de contrepartie - CCR	24	31	2
7	Dont approche standard	0	9	0
8	Dont méthode du modèle interne (IMM)	0	0	0
EU 8a	Dont expositions sur une CCP	0	0	0
EU 8b	Dont ajustement de l'évaluation de crédit — CVA	24	22	2
9	Dont autres CCR	0	0	0
15	Risque de règlement	0	0	0
16	Expositions de titrisation dans le portefeuille hors négociation (après le plafond)	0	0	0
17	Dont approche SEC-IRBA	0	0	0
18	Dont SEC-ERBA (y compris IAA)	0	0	0
19	Dont approche SEC-SA	0	0	0
EU 19a	Dont 1 250 % / déduction	0	0	0
20	Risques de position, de change et de matières premières (Risque de marché)	0	0	0
21	Dont approche standard	0	0	0
22	Dont approche fondée sur les modèles internes	0	0	0
EU 22a	Grands risques	0	0	0
23	Risque opérationnel	454	425	36
EU 23a	Dont approche élémentaire	0	0	0
EU 23b	Dont approche standard	0	0	0
EU 23c	Dont approche par mesure avancée	454	425	36
24	Montants inférieurs aux seuils de déduction (soumis à pondération de 250 %)	73	66	6
29	Total	5 103	4 917	408

Modèles pour les indicateurs clés - KM1

		a	b	c	d	e
en millions d'euros		T	T-1	T-2	T-3	T-4
	Fonds propres disponibles (montants)					
1	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	1 536	1 483	1 484	1 488	1 490
2	Fonds propres de catégorie 1	1 536	1 483	1 484	1 488	1 490
3	Fonds propres totaux	1 548	1 496	1 496	1 496	1 498
	Montants d'exposition pondérés					
4	Montant total d'exposition au risque	5 103	4 978	4 964	4 990	4 917
	Ratios de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)					
5	Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (%)	30,11	29,80	29,89	29,82	30,30
6	Ratio de fonds propres de catégorie 1 (%)	30,11	29,80	29,89	29,82	30,30
7	Ratio de fonds propres totaux (%)	30,35	30,04	30,13	29,97	30,46
	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)					
EU 7a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (%)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EU 7b	dont : à satisfaire avec des fonds propres CET1 (points de pourcentage)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EU 7c	dont : à satisfaire avec des fonds propres de catégorie 1 (points de pourcentage)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EU 7d	Exigences totales de fonds propres SREP (%)	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00
	Exigence globale de coussin et exigence globale de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)					
8	Coussin de conservation des fonds propres (%)	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50
EU 8a	Coussin de conservation découlant du risque macroprudentiel ou systémique constaté au niveau d'un État membre (%)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
9	Coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (%)	1,00	1,00	1,00	1,00	0,50
EU 9a	Coussin pour le risque systémique (%)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale (%)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EU 10a	Coussin pour les autres établissements d'importance systémique (%)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
11	Exigence globale de coussin (%)	3,50	3,50	3,50	3,50	3,00
EU 11a	Exigences globales de fonds propres (%)	11,50	11,50	11,50	11,50	11,00
12	Fonds propres CET1 disponibles après le respect des exigences totales de fonds propres SREP (%)	25,61	25,30	25,39	25,32	25,80
	Ratio de levier					
13	Mesure de l'exposition totale	18 585	18 466	18 665	18 614	18 785
14	Ratio de levier (%)	8,27	8,03	7,95	7,99	7,93
	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (en pourcentage de la mesure de l'exposition totale)					
EU 14a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (%)					
EU 14b	dont : à satisfaire avec des fonds propres CET1 (points de pourcentage)					
EU 14c	Exigences de ratio de levier SREP totales (%)	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00
	Exigence de coussin lié au ratio de levier et exigence de ratio de levier globale (en pourcentage de la mesure de l'exposition totale)					
EU 14d	Exigence de coussin lié au ratio de levier (%)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EU 14e	Exigence de ratio de levier globale (%)	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00
	Ratio de couverture des besoins de liquidité					
15	Actifs liquides de qualité élevée (HQLA) totaux (valeur pondérée -moyenne)	1 223	1 194	1 177	1 154	1 155
EU 16a	Sorties de trésorerie — Valeur pondérée totale	1 397	1 359	1 384	1 412	1 465
EU 16b	Entrées de trésorerie — Valeur pondérée totale	575	586	597	634	691
16	Sorties de trésorerie nettes totales (valeur ajustée)	774	773	787	779	775
17	Ratio de couverture des besoins de liquidité (%)	2	2	2	1	1
	Ratio de financement stable net					
18	Financement stable disponible total	17 504	17 226	17 103	17 014	17 101
19	Financement stable requis total	15 410	15 491	15 548	15 550	15 471
20	Ratio NSFR (%)	113,59	111,20	110,00	109,41	110,54

Adéquation du capital

Dans le cadre du Pilier II de l'accord de Bâle, les établissements de crédit doivent effectuer leur propre évaluation de l'adéquation de leurs fonds propres eu égard à leurs activités actuelles et futures.

Pour ce faire, le groupe Crédit Mutuel a développé un processus interne d'évaluation de l'adéquation du capital (ICAAP), en appliquant les principes énoncés dans le guide de la BCE relatif à l'ICAAP (novembre 2018). La démarche ICAAP (formalisée par un dispositif général national cadre, et validée par le Conseil d'administration de la CNCM) s'inscrit dans le prolongement du cadre général d'appétence aux risques et est pleinement intégrée au schéma de gouvernance en matière de risques.

Celle-ci s'applique à tous les niveaux du groupe, et est appréhendée au travers des étapes suivantes :

- L'identification des risques significatifs encourus par la banque et des procédures associées, en liaison directe avec le pilotage des risques et à l'aide d'une cartographie globale des risques du groupe actualisée chaque année ;
- L'évaluation de la capacité d'absorption de ces risques de manière continue par les exigences de fonds propres réglementaires définies au titre du pilier 1 (approche normative) ;
- La détermination du capital économique à allouer afin de faire face à ces risques (approche économique).

Les analyses et méthodes de mesure du capital économique¹ sont effectuées au regard des procédures de gestion et de contrôle qui participent à la politique des risques et du programme global de stress du groupe Crédit Mutuel, fondé sur une approche holistique et prospective.

La différence entre les besoins en fonds propres économiques et réglementaires constitue la marge permettant de sécuriser le niveau de fonds propres de la banque. Cette dernière est fonction du profil de risques du groupe Crédit Mutuel (eu égard à ses activités actuelles et futures) et de son degré d'aversion au risque.

Les résultats de l'ICAAP, régulièrement présentés aux instances dirigeantes du groupe Crédit Mutuel, permettent d'attester qu'il dispose d'un niveau de fonds propres adéquat pour couvrir son exposition aux risques selon son appétence en matière de solvabilité.

¹ Le capital économique constitue les exigences de fonds propres nécessaires pour couvrir les risques économiques auxquels le Groupe Crédit Mutuel est confronté et est basé, dans cette optique, sur une évaluation des risques la plus proche possible de la réalité économique.

Risque de crédit

Le risque de crédit est l'un des principaux risques du Crédit Mutuel Océan. La politique de gestion des risques de crédit est présentée dans le rapport financier du Crédit Mutuel Océan 2024 – chapitre Principes et méthodes comptables.

La politique de gestion des risques de crédit poursuit plusieurs objectifs :

- Aider au pilotage par la maîtrise des engagements dans le respect des limites et plus largement de l'appétence aux risques du Crédit Mutuel Océan ;
- Réduire le coût du risque dans la durée ;
- Mesurer les exigences de fonds propres ;
- Répondre efficacement à la réglementation Bâle 3 ainsi qu'à la réglementation sur le contrôle interne, et assurer un retour sur investissement de la mise en conformité réglementaire.

Conformément au cadre général d'appétence aux risques validé par le Conseil d'administration, les stratégies et prises de risques sont de la responsabilité du Crédit Mutuel Océan. Le Crédit Mutuel Océan définit sa politique générale des risques de nature à les maîtriser. Il est responsable de la construction d'une procédure qui précise notamment la définition et le suivi des limites, en cohérence avec le dispositif de suivi national et sa tolérance au risque (possibilité d'intégration d'une marge de sécurité).

Le dispositif de limites national, validé par le Conseil d'Administration du CMO, permet d'assurer un suivi dynamique de la diversification et d'éviter toute concentration unitaire, sectorielle ou géographique. Il permet également de s'assurer et de suivre l'évolution de la qualité de crédit des actifs.

La politique générale de crédit au CMO est arrêtée par les dirigeants effectifs et validée annuellement par l'organe de surveillance.

Elle détermine les règles de la distribution des crédits, les limites, et les exclusions. Elle définit également la politique de garantie.

Le référentiel engagement du CMO précise les procédures d'octroi, ainsi que l'organisation de la distribution du crédit et son recouvrement.

Les dispositifs de mesure et de surveillance déterminent les limites des grands risques.

Le dispositif de prévention et gestion des risques définit le traitement des clients irréguliers ainsi que les processus de déclassement, reclassement et provisionnement des dossiers.

Expositions

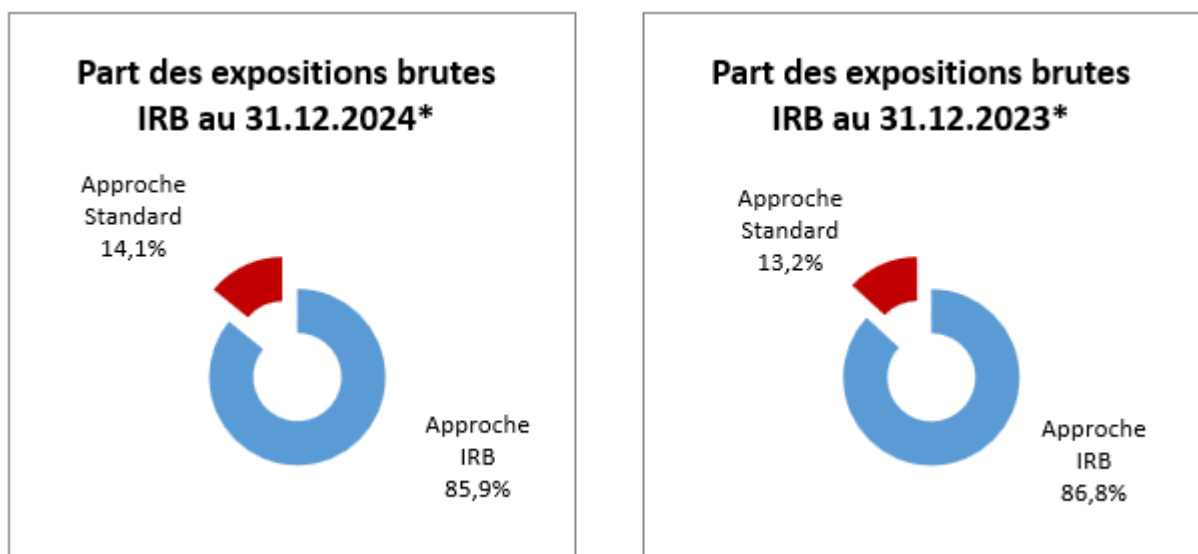
Le groupe Crédit Mutuel s'est orienté vers les méthodes avancées de l'accord Bâle 3 en commençant par la clientèle de détail, son cœur de métier. Les Autorités de supervision ont autorisé le Crédit Mutuel à utiliser son système de notations internes pour le calcul de ses exigences de fonds propres réglementaires sur le risque de crédit. Au 31.12.2024, le groupe Crédit Mutuel applique :

- La méthode avancée pour le portefeuille de la Clientèle de détail et Corporate (hors Grands comptes) ;
- La méthode fondation pour les portefeuilles Banques et Grands comptes.

Dans le cadre de l'exercice TRIM (Revue ciblée des modèles internes) la Banque Centrale Européenne a confirmé les homologations obtenues en méthodes notations internes avancées sur les portefeuilles de la Clientèle de détail. Concernant les grands comptes et les banques, en application des contraintes TRIM, imposant des limitations sur ces portefeuilles, le Groupe Crédit Mutuel a fait le choix de passer en méthode Fondation au 31.03.2022, ce qui permet d'anticiper les règles « Bâle 4 » applicables à compter du 1.1.2025. Pour tous ces portefeuilles, la prise en compte des recommandations afférentes est en cours.

Le groupe Crédit Mutuel a fait évoluer ses dispositifs de calcul de la PD (Probabilité de défaut), de la LGD (Loss Given Default) et du CCF (Credit Conversion Factor) sur les portefeuilles Retail et corporate afin d'assurer leur conformité aux lignes directrices de l'Autorité bancaire européenne (ABE). Ses évolutions ont été validées par la BCE en 2023 et les nouveaux paramètres de risques ont été intégrés dans le calcul des risques pondérés au 30.6.2023 pour la catégorie Retail et au 30.9.2023 pour la catégorie Corporate.

Au sein du Groupe Crédit Mutuel Océan, le pourcentage des expositions homologuées en méthode notations internes avancée s'élève à plus de 85,8 % au 31/12/2024.



* Mesure sur le périmètre des Etablissements, des Entreprises et de la clientèle de détail, échelle Crédit Mutuel Océan.

Qualité de crédit des actifs

Expositions dépréciées et en souffrance

Une définition unifiée du défaut a été mise en œuvre pour l'ensemble du groupe Crédit Mutuel. Basée sur l'alignement du prudentiel sur le comptable (CRC 2002-03), celle-ci se traduit par la correspondance entre la notion bâloise de créance en défaut et la notion comptable de créances douteuses et litigieuses. Les outils informatiques prennent en compte la contagion, permettant d'étendre le déclassement aux encours liés. Les contrôles réalisés tant par l'Inspection interne que par les Commissaires aux comptes assurent la fiabilité du dispositif de recensement des défauts utilisés pour le calcul des exigences de fonds propres.

Depuis novembre 2019, le groupe Crédit Mutuel applique la nouvelle définition du défaut prudentiel conformément aux lignes directrices de l'ABE et aux normes techniques de réglementation sur les notions de seuils de matérialité applicables.

Les principales évolutions liées à l'implémentation de cette nouvelle définition sont les suivantes :

- L'analyse du défaut s'effectue au niveau de l'emprunteur et non plus au niveau du contrat ;
- Le nombre de jours d'impayés/de retards s'apprécie au niveau d'un emprunteur (obligor) ou d'un groupe d'emprunteurs (joint obligor) ayant un engagement commun ;
- Le défaut est déclenché lorsque 90 jours d'impayés/retard consécutifs sont constatés au niveau d'un emprunteur/groupe d'emprunteur. Le décompte du nombre de jours est lancé au

franchissement simultané des seuils de matérialité absolus (100 € Retail, 500€ Corporate) et relatif (plus de 1% des engagements bilan en retard). Le compteur est réinitialisé dès le franchissement à la baisse d'un des deux seuils ;

- Le périmètre de contagion du défaut s'étend à la totalité des créances de l'emprunteur, et aux engagements individuels des emprunteurs participant à une obligation de crédit conjointe ;
- La période probatoire minimum est de trois mois avant retour au statut sain pour les actifs non restructurés.

Le groupe Crédit Mutuel a fait le choix de déployer la nouvelle définition du défaut selon l'approche en deux étapes proposée (two-step approach) par l'ABE :

- Etape 1 – elle consiste à présenter une auto-évaluation et une demande d'autorisation auprès du superviseur. L'accord de déploiement a été obtenu par le Groupe en octobre 2019 ;
- Etape 2 – elle consiste à implémenter dans les systèmes la nouvelle définition du défaut, puis à recalibrer les modèles après une période d'observation de 12 mois des nouveaux défauts.

Le Groupe estime que la nouvelle définition du défaut telle que requise par l'ABE est représentative d'une preuve objective de dépréciation au sens comptable. Le Groupe a ainsi aligné les définitions de défaut comptable (Statut 3) et prudentiel.

Les définitions et informations chiffrées concernant les arriérés de paiements figurent également dans le rapport financier, partie « Arriérés de paiement ».

Dépréciations pour risque de crédit

La norme IFRS 9 est entrée en vigueur de manière obligatoire au 1^{er} janvier 2018 et remplace la norme IAS 39 Instruments financiers « Comptabilisation et évaluation ». Elle définit de nouvelles règles en matière de :

- Classement et d'évaluation des instruments financiers (Phase 1) ;
- Dépréciation du risque de crédit des actifs financiers (Phase 2), et de ;
- Comptabilité de couverture, hors opérations de macrocouverture (Phase 3).

A noter que le Groupe n'applique pas les dispositions transitoires relatives à la norme IFRS9 (les fonds propres, ratios de fonds propres et de levier reflètent déjà l'incidence totale de la norme IFRS 9).

En application de la norme IFRS 9, le Groupe Crédit Mutuel répartit en 3 catégories l'ensemble des instruments de dettes évalués au coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres :

- Statut 1 : provisionnement sur la base des pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir) dès l'entrée au bilan des actifs financiers, et tant qu'aucune augmentation significative du risque de crédit n'aura été constatée depuis la comptabilisation initiale ;
- Statut 2 : provisionnement sur la base des pertes de crédit attendues à maturité (résultant de risques de défauts sur toute la durée de vie résiduelle de l'instrument) dès lors qu'une augmentation significative du risque de crédit aura été constatée depuis la comptabilisation initiale, et ;
- Statut 3 : catégorie regroupant les actifs financiers douteux ou litigieux pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt. Cette catégorie équivaut au périmètre des encours anciennement dépréciés individuellement sous IAS 39.

En conséquence, et en conformité avec la position de l'ABE, l'ensemble des dépréciations pour risque de crédit du groupe correspondent à des dépréciations spécifiques.

Définition de la frontière entre les statuts 1 et 2

Le groupe s'appuie sur les modèles développés pour les besoins prudentiels et a ainsi retenu un découpage similaire de ses encours :

- Les portefeuilles LDP (« Low Default Portfolio ») ;
- Les portefeuilles HDP (« High default Portfolio »).

L'augmentation significative du risque de crédit, qui implique un transfert d'un encours de statut 1 à statut 2, s'apprécie en :

- Tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables, et
- En comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec celui à la date de la comptabilisation initiale.

Pour le groupe, cela se traduit par la mesure du risque au niveau de l'emprunteur, le système de notation des contreparties du groupe Crédit Mutuel étant commun à l'ensemble du groupe. L'ensemble des contreparties du Groupe éligibles aux approches internes, sont notées par le système. Celui-ci se fonde sur :

- Des algorithmes statistiques, ou « notations de masse », reposant sur un ou plusieurs modèles, basés sur une sélection de variables représentatives et prédictives du risque (HDP), ou
- Des grilles de cotation élaborées par des experts (LDP).

L'évaluation de la variation du risque depuis la comptabilisation initiale est réalisée contrat par contrat. Contrairement au statut 3, le transfert d'un contrat d'un client en statut 2 n'entraîne pas le transfert de l'ensemble de ses encours ou de ceux de ses parties liées (absence de contagion).

A noter que le Groupe remet immédiatement en statut 1, toute exposition saine qui ne remplirait plus les critères d'entrée en statut 2 (tant qualitatifs que quantitatifs)

< Critères quantitatifs

Sur le portefeuille LDP, la frontière repose sur une matrice d'affectation qui met en rapport les notations internes à l'octroi et en date d'arrêté. Ainsi, plus la cotation à l'octroi est risquée, plus la tolérance relative du Groupe face à une dégradation significative du risque est faible.

Sur le portefeuille HDP, les critères d'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit ont évolué conformément aux recommandations émises par l'Autorité bancaire européenne et la Banque centrale européenne.

Selon ces nouveaux critères le Groupe a opté pour la simplification opérationnelle proposée par la norme permettant le maintien en statut 1 des encours présentant un risque faible en date d'arrêté dès lors que les trois conditions suivantes sont respectées :

- l'actif financier présente un risque de défaut faible ;
- l'emprunteur démontre une solide capacité à remplir ses obligations au titre des flux de trésorerie contractuels à verser à court terme ;
- cette capacité qu'a l'emprunteur de remplir ses obligations contractuelles à court terme n'est pas nécessairement diminuée du fait de changements défavorables dans les conditions économiques et commerciales à plus long terme.

Le risque de crédit est présumé avoir augmenté significativement lorsque la probabilité de défaut de l'instrument a soit été multipliée par au moins 3 soit progressé de 400bps depuis l'origination.

Enfin, la formule de la courbe frontière, qui met en rapport la probabilité de défaut à l'octroi et la probabilité de défaut à la date d'arrêté a été revue afin de mieux refléter la dimension prospective au sein des portefeuilles HDP.

< Critères qualitatifs

Le Groupe associe à ces données quantitatives, des critères qualitatifs tels que les impayés/retards de plus de 30 jours, la notion de crédits restructurés.

Des méthodes reposant exclusivement sur les critères qualitatifs sont utilisées pour les entités ou petits portefeuilles, classés prudemment en méthode standard et ne disposant pas de systèmes de notation.

Statuts 1 et 2 - calcul des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont évaluées en multipliant l'encours actualisé au taux du contrat, par sa probabilité de défaut (PD) et par le taux de pertes en cas de défaut (LGD). Le hors-bilan est converti en équivalent bilan sur la base de la probabilité de tirage. La probabilité de défaut à 1 an est utilisée pour le statut 1 et la courbe de probabilité à terminaison (1 à 10 ans) pour le statut 2.

Ces paramètres reposent sur un socle commun aux modèles prudentiels, les formules étant adaptées aux besoins IFRS 9. Ils sont utilisés tant pour l'affectation aux statuts que pour le calcul des pertes attendues.

< Probabilités de défaut

Elles reposent pour :

- Les portefeuilles à fort taux de défaut, sur les modèles homologués en méthode IRB-A ;
- Les portefeuilles à faible taux de défaut, sur une échelle de probabilité de défaut externe établie sur une profondeur d'historique supérieure à 30 ans.

< Pertes en cas de défaut

Elles reposent pour :

- Les portefeuilles à fort taux de défaut, sur les flux de récupérations observés sur un historique long, actualisés aux taux d'intérêt des contrats, segmentés par type de produits et par type de garanties ;
- Les portefeuilles à faible taux de défaut, sur des niveaux forfaitaires (60% sur les souverains et collectivités et 40% sur le reste).

< Facteurs de conversion

Pour tous les produits, y compris les crédits revolving, ils servent à convertir les encours hors bilan en équivalent bilan et reposent principalement sur les modèles prudentiels.

Dimension prospective

Pour le calcul des pertes de crédit attendues, la norme requiert la prise en compte des informations raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective. L'élaboration de la dimension prospective requiert d'anticiper l'évolution de l'économie et de relier ces anticipations aux paramètres de risques. Cette dimension prospective est déterminée au niveau groupe et s'applique à l'ensemble des paramètres.

Pour les portefeuilles à fort taux de défaut, la dimension prospective incluse dans la probabilité de défaut intègre trois scénarii (optimiste, central et pessimiste), qui sont pondérés en fonction de la vision du Groupe quant à l'évolution du cycle économique sur 3 ans (validation par les directeurs généraux des différents groupes régionaux et du GCM). Ces scénarios sont élaborés par les économistes du Groupe, en tenant compte des données macroéconomiques (PIB, taux de chômage, taux d'inflation, taux d'intérêt court terme et long terme, ...) publiées par les institutions (FMI, Banque mondiale, BCE, OCDE). La détermination des pondérations reflète l'anticipation du cycle économique par les économistes du Groupe Crédit Mutuel. Le poids à attribuer au scénario servant au calcul des pertes de crédit attendues est fixé à minima à 50 % pour le scénario central et le poids des deux scénarios alternatifs est défini selon l'évolution du cycle économique anticipée par les économistes du Groupe. Les pondérations sont actualisées à minima semestriellement.

L'approche prospective est ajustée pour intégrer des éléments qui n'auraient pas été capturés par les scénarios parce qu'ils sont :

- Récents, au sens où ils se sont produits quelques semaines avant la date d'arrêté des comptes ;
- Non intégrables à un scénario : par exemple des évolutions réglementaires qui affecteront avec certitude et de façon significative les paramètres de risque et dont la mesure d'impact est possible moyennant le recours à certaines hypothèses.

Pour les portefeuilles à faible taux de défaut sur les probabilités de défaut des modèles Grands Comptes (CA > 500M€) et Institutions financières, et non sur les modèles Collectivités, Souverains et financements spécialisés. A l'instar du périmètre à fort taux de défaut, les informations prospectives intègrent trois scénarii (optimiste, neutre, pessimiste), qui sont pondérés en fonction de la vision du Groupe (validation par les directeurs généraux des différents groupes régionaux et du groupe Crédit Mutuel).

L'approche est différente à celle appliquée sur les portefeuilles à fort taux de défaut compte tenu des spécificités des portefeuilles.

Statut 3 – Encours douteux

En statut 3, une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une preuve objective de dépréciation, résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la mise en place du prêt – ou d'un groupe de prêts - susceptibles de générer une perte. Une analyse est faite à chaque arrêté contrat par contrat. La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée, au taux d'intérêt effectif d'origine du prêt, des flux futurs estimés tenant compte de l'effet des garanties. En cas de taux variable, c'est le dernier taux contractuel connu qui est retenu. Au 31.12.2024, la ventilation des encours et dépréciations par statut est la suivante :

(en milliers d'euros)

2024	Encours bruts			Dépréciations					Encours nets
	S1	S2	S3	S1	Dont ajustement*	S2	Dont ajustement*	S3	
crédit	4 663 771	0	0	1	0	0	0	0	4 663 770
Prêts et créances clientèle	14 741 521	1 246 456	266 955	44 221	34 739	57 362	20 055	136 920	16 016 429
Actifs financiers au coût amorti - titres	1 452 041	0	0	9	0	0	0	0	1 452 032
Actifs financier en JVCP - titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financier en JVCP - Prêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	20 857 333	1 246 456	266 955	44 231	34 739	57 362	20 055	136 920	22 132 231

Ajustements modèle et post-modèle

Le calcul de pertes attendues tient compte d'un ajustement modèle, dont l'objectif est d'amoinrir l'effet positif des mesures de soutien de l'Etat (PGE et/ou moratoires) sur l'évaluation du risque de crédit des clients.

Au 31 décembre 2024, le Groupe a également déployé des ajustements post-modèle spécifiques :

- Le premier permet de renforcer la dimension prospective du modèle compte tenu des fortes incertitudes macro-économiques issues de la conjoncture actuelle,
- Le second est un ajustement sectoriel. Il permet de compléter le niveau de provisionnement sur les secteurs les plus exposés aux risques de transition climatique et/ou aux effets des crises actuelles, et qui constituent des expositions matérielles au regard du modèle d'affaire du Groupe.

Expositions restructurées

La restructuration d'une exposition fait suite aux difficultés financières du débiteur et se traduit par des concessions du Groupe à son égard (modification des termes du contrat tels que le taux ou la durée, abandon partiel, financement complémentaire qui n'aurait pas été accordé en l'absence de difficultés, ...).

Le groupe Crédit Mutuel Océan dispose dans ses systèmes d'information des moyens permettant d'identifier les expositions restructurées dans ses portefeuilles sains et en défaut. La notion de crédits restructurés est encadrée par un certain nombre de dispositions réglementaires :

- Lignes directrices liées à la forbearance de l'EBA de mars 2015 ;
- Règlement d'exécution (UE) 2017/1443 ;
- Lignes directrices de la BCE relatives aux prêts non performants de mars 2017 ;
- Orientations sur la gestion des expositions non performantes et des expositions restructurées EBA du 31/10/2018 réf EBA/GL/2018/06.

La restructuration ne se traduit pas par un passage en défaut (Statut 3) systématique et se traduit à minima par un passage en Statut 2.

Les tableaux ci-après répartissent les encours de créances douteuses et litigieuses et les provisions afférentes au 31.12.2024 selon leur secteur d'activité ou type de contrepartie, leur méthode de traitement bâlois et leur zone géographique.

Qualité de crédit des expositions renégociées – CQ1

Template 1: Informations sur les encours restructurés (Information forborne exposures)

En millions d'euros au 31.12.2024	a	b	c	d	e	f	g	h
	Encours brut de créances restructurées				Dépréciations cumulées, variations cumulées de JV sur risque de crédit et provisions		Collatéraux et garanties financières reçus sur encours restructurés	
	Encours brut de créances restructurées performantes	Encours non performants restructurés			sur expositions performantes bénéficiant de mesures de restructuration	sur encours non performants restructurés		collatéraux et garanties financières reçus sur des expositions non performantes avec des mesures de restructuration
			Dont en défaut	Dont dépréciés				
Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts et avances	34	84	84	84	-2	-37	66	42
Banques centrales	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
Etablissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres entreprises financières	0	1	1	1	0	-1	1	1
Entreprises non financières	22	62	62	62	-2	-28	46	30
Ménages	12	21	21	21	0	-8	20	11
Instruments de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0
Engagements de prêts donnés	2	1	1	1	0	0	2	0
Total	36	85	85	85	-2	-37	68	42

Qualité de la renégociation (forbearance) – CQ2

Le taux de NPE du groupe CMO ne dépasse pas le seuil de 5%, ce tableau n'est donc pas produit.

Qualité de crédit des expositions performantes et non performantes par nombre de jours en souffrance – CQ3

Template 3: Qualité de crédit des expositions performantes et non performantes par jours de retard

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l
En millions d'euros au 31.12.2024	Valeur comptable brute / montant nominal											
	Expositions performantes			Expositions non performantes								
	impayés <= 30 jours	En impayés > 30 jours et ≤ 90 jours		Probabilité d'impayés ou impayés <= 90 jours	En impayés > 90 jours et <= 180 jours	En impayés > 180 jours et <= 1 an	En impayés > 1 an <= 2 ans	En impayés > 2 ans <= 5 ans	En impayés > 5 ans <= 7 ans	En impayés > 7 ans	Dont : défaut	
Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue	303	303	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts et avances	20 349	20 329	20	267	55	13	25	108	18	9	39	267
<i>Banques centrales</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Administrations publiques</i>	141	141	0	1	1	0	0	0	0	0	0	1
<i>Etablissements de crédit</i>	4 356	4 356	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Autres entreprises financières</i>	227	226	0	4	0	0	0	3	0	0	0	4
<i>Entreprises non financières</i>	6 448	6 432	16	221	43	11	22	94	14	7	30	221
<i>Dont PME</i>	6 154	6 140	15	207	43	11	16	86	14	7	30	207
<i>Ménages</i>	9 177	9 173	4	41	11	1	3	12	3	2	8	41
Instruments de dettes	1 575	1 575	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Banques centrales</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Administrations publiques</i>	111	111	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Etablissements de crédit</i>	29	29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Autres entreprises financières</i>	1 402	1 402	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Entreprises non financières</i>	34	34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Encours hors bilan	2 526			20								20
<i>Banques centrales</i>	0			0								0
<i>Administrations publiques</i>	9			0								0
<i>Etablissements de crédit</i>	451			9								9
<i>Autres entreprises financières</i>	9			0								0
<i>Entreprises non financières</i>	853			11								11
<i>Ménages</i>	1 204			0								0
Total	24 753	22 207	20	287	55	13	25	108	18	9	39	287

Qualité de crédit des expositions non performantes par situation géographique – CQ4

		si seuil NPL > 5%		si seuil NPL > 5%			
	a	b	c	d	e	f	g
En millions d'euros au 31.12.2024	Encours totaux / montant nominal brut				Dépréciations cumulées	Dépréciations sur engagements hors bilan et sur garanties financières données	Variation négatives cumulées de JV dues au risque de crédit sur les expositions non performantes
	Dont encours non performants		Dont encours soumis à dépréciation				
		Dont encours en défaut					
Expositions Bilan	22 192	267	267	22 068	-239		0
FRANCE	22 137	267	267	22 019	-238		0
ALLEMAGNE	1	0	0	1	0		0
BELGIQUE	4	0	0	4	0		0
LUXEMBOURG	0	0	0	0	0		0
SUISSE	5	0	0	5	0		0
ETATS UNIS D AMERIQUE	5	0	0	5	0		0
ROYAUME-UNI	5	0	0	5	0		0
ESPAGNE	14	0	0	14	0		0
SINGAPOUR	1	0	0	1	0		0
IRLANDE	0	0	0	0	0		0
PAYS-BAS	7	0	0	1	0		0
ITALIE	0	0	0	0	0		0
CANADA	2	0	0	2	0		0
AUSTRALIE	1	0	0	1	0		0
PORTUGAL	1	0	0	1	0		0
JAPON	0	0	0	0	0		0
HONG-KONG	0	0	0	0	0		0
AUTRICHE	0	0	0	0	0		0
MONACO	0	0	0	0	0		0
SUEDE	0	0	0	0	0		0
RUSSIE	0	0	0	0	0		0
UKRAINE	0	0	0	0	0		0
BIELORUSSIE	0	0	0	0	0		0
Autres pays	8	0	0	8	0		0
Expositions hors bilan	2 546	20	20			27	
FRANCE	2 541	20	20			27	
ALLEMAGNE	0	0	0			0	
BELGIQUE	2	0	0			0	
LUXEMBOURG	0	0	0			0	
SUISSE	0	0	0			0	
ETATS UNIS D AMERIQUE	2	0	0			0	
ROYAUME-UNI	0	0	0			0	
ESPAGNE	0	0	0			0	
SINGAPOUR	0	0	0			0	
IRLANDE	0	0	0			0	
PAYS-BAS	0	0	0			0	
ITALIE	0	0	0			0	
CANADA	0	0	0			0	
AUSTRALIE	0	0	0			0	
PORTUGAL	0	0	0			0	
JAPON	0	0	0			0	
HONG-KONG	0	0	0			0	
AUTRICHE	0	0	0			0	
MONACO	0	0	0			0	
SUEDE	0	0	0			0	
RUSSIE	0	0	0			0	
UKRAINE	0	0	0			0	
BIELORUSSIE	0	0	0			0	
Autres pays	0	0	0			0	
Total	24 738	287	287	22 068	-239	27	0

Qualité de crédit des prêts et avances accordés à des entreprises non financières par branche d'activité – CQ5

	a	b	c	d	e	f
En millions d'euros au 31.12.2024	Encours totaux				Dépréciations cumulées	Variation négatives cumulées de JV dues au risque de crédit sur les expositions non performantes
		Dont encours non performants	Dont encours non performants en défaut	Dont encours totaux soumis à dépréciation		
Agriculture, sylviculture et pêche	525	36	36	525	-38	0
Industries extractives	4	0	0	4	0	0
Industrie manufacturière	323	38	38	323	-29	0
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	113	2	2	113	-2	0
Production et distribution d'eau	15	1	1	15	-1	0
Construction	314	19	19	314	-22	0
Commerce	543	25	25	543	-25	0
Transport et stockage	72	2	2	72	-4	0
Hébergement et restauration	211	15	15	211	-16	0
Information et communication	41	2	2	41	-1	0
Activités financières et d'assurance	331	11	11	331	-7	0
Activités immobilières	1 911	34	34	1 911	-23	0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	397	8	8	397	-7	0
Activités de services administratifs et de soutien	212	6	6	212	-4	0
Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	0	0	0	0	0	0
Enseignement	146	6	6	146	-2	0
Santé humaine et action sociale	285	2	2	285	-2	0
Arts, spectacles et activités récréatives	84	2	2	84	-1	0
Autres services	1 142	12	12	1 142	-8	0
Total	6 669	221	221	6 669	-193	0

Evaluation des sûretés : Prêts et avances – CQ6

Le taux de NPE du groupe CMO ne dépasse pas le seuil de 5%, ce tableau n'est donc pas produit.

Sûretés obtenues par prise de possession et exécution – CQ7

	a	b
En millions d'euros au 31.12.2024	Collatéral obtenu par prise de possession (accumulée)	
	Valeur à la comptabilisation initiale	Variations négatives accumulées
Immobilisations corporelles	0	0
Autres qu'immobilisations corporelles	0	0
<i>Biens immobiliers résidentiels</i>	0	0
<i>Immeubles commerciaux</i>	0	0
<i>Biens meubles</i>	0	0
<i>Instruments de capitaux propres et de dettes</i>	0	0
<i>Autres</i>	0	0
Total	0	0

Sûretés obtenues par prise de possession et exécution : ventilation par date d'émission – CQ8

Le taux de NPE du groupe CMO ne dépasse pas le seuil de 5%, ce tableau n'est donc pas produit.

Expositions performantes et non performantes et provisions correspondantes – CR1

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o
En millions d'euros au 31.12.2024	Valeur comptable brute						Dépréciation cumulée, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions						Passages en pertes partielles cumulés *	Collatéraux et garanties financières reçus (montant maximal possible)	
	Encours performants			Encours non-performants			Expositions performantes - dépréciation cumulée et provisions		Expositions non performantes - dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions		Sur expositions performantes	Sur expositions non performantes			
	Dont statut 1	Dont statut 2	Dont statut 2	Dont statut 3	Dont statut 1	Dont statut 2	Dont statut 2	Dont statut 3							
Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue	303	303	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts et avances	20 349	19 103	1 245	267	0	258	-102	-52	-49	-137	0	-133	0	12 802	107
Banques centrales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	141	140	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	27	0
Etablissements de crédit	4 356	4 356	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres entreprises financières	227	198	29	4	0	4	-13	0	-13	-3	0	-3	0	149	1
Entreprises non financières	6 448	5 670	777	221	0	213	-76	-49	-27	-117	0	-113	0	4 769	85
Dont : petites et moyennes entreprises	6 154	5 403	749	207	0	199	-72	-45	-26	-105	0	-101	0	4 638	83
Ménages	9 177	8 739	438	41	0	41	-12	-2	-10	-17	0	-17	0	7 858	21
Instruments de dettes	1 575	1 452	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques centrales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	111	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Etablissements de crédit	29	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres entreprises financières	1 402	1 402	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Entreprises non financières	34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Encours hors bilan	2 526	2 348	178	20	0	20	-20	-16	-4	-7	0	-7		387	2
Banques centrales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0
Administrations publiques	9	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0
Etablissements de crédit	451	404	46	9	0	9	0	0	0	0	0	0		3	0
Autres entreprises financières	9	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		6	0
Entreprises non financières	853	755	98	11	0	10	-20	-16	-4	-7	0	-7		239	2
Ménages	1 204	1 171	33	0	0	0	0	0	0	0	0	0		139	0
Total	24 753	23 205	1 423	287	0	278	-122	-68	-54	-144	0	-140	0	13 189	109

Variations de stock de prêts et avances non performants – CR2

En millions d'euros au 31.12.2024	Valeur comptable brute
Stock initial de prêts et avances non performants	235
Entrées dans les portefeuilles non performants	85
Sorties des portefeuilles non performants	-54
Sorties liées aux pertes	-9
Sorties dues à d'autres raisons	-45
Stock final de prêts et avances non performants	267

Variations de stock de prêts et avances non performants et recouvrements nets cumulés associés – CR2A

Le taux de NPE du groupe CMO ne dépasse pas le seuil de 5%, ce tableau n'est donc pas produit.

Approche standard

Les expositions traitées en méthode standard sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Le Groupe Crédit Mutuel a recours aux évaluations des agences de notation Standard & Poor's, Moody's et Fitch pour mesurer le risque souverain sur les expositions liées aux administrations et aux banques centrales. Dans le cas où plusieurs échelons de notations déduits des notations externes sont possibles, ils sont classés du plus favorable au moins favorable et le deuxième meilleur est retenu pour le calcul des risques pondérés.

Depuis septembre 2017, le groupe s'appuie notamment sur les estimations fournies par la Banque de France pour les expositions Corporate.

La table de correspondance utilisée pour allier les échelons de qualité de crédit aux notes externes prises en compte est celle définie par les textes réglementaires.

L'exposition sur les administrations et les banques centrales est quasiment exclusivement pondérée à 0%. Les exigences de fonds propres associées à ce portefeuille témoignent d'un risque souverain limité pour les groupes Crédit Mutuel à des contreparties de bonne qualité.

Systèmes de notations internes

Dispositif de notation et paramètres

Les algorithmes de notation ainsi que les modèles experts ont été développés afin d'améliorer l'évaluation des risques de crédit du Groupe et de répondre aux exigences réglementaires relatives aux approches de notation interne.

La définition des méthodologies de notation est réalisée sous la responsabilité de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel pour l'ensemble des portefeuilles. Néanmoins, les entités régionales sont directement impliquées dans la réalisation et la validation des chantiers des groupes de travail sur des sujets spécifiques ainsi que sur les travaux relatifs à la qualité des données et la recette des applicatifs. Ainsi, les travaux d'homologation engagés dans les filiales s'appuient sur l'expertise de la structure concernée, sur les équipes de leur maison mère (Risque et Finance), ainsi que sur les équipes de la Confédération Nationale.

Au total, le système de notation des contreparties du groupe Crédit Mutuel est commun à l'ensemble du Groupe.

La **probabilité de défaut (PD)** est la probabilité qu'une contrepartie fasse défaut sur une période d'un an. Les contreparties du Groupe éligibles aux approches internes sont notées par un système unique qui se fonde sur :

- Des algorithmes statistiques ou « notations de masse », reposant sur un ou plusieurs modèles, basés sur une sélection de variables représentatives et prédictives du risque ;
- Des grilles de cotation élaborées par des experts.

La discrimination et la bonne qualification du risque sont assurées par ces modèles. L'échelle de valeurs reflète la progressivité du risque et se décompose en neuf positions sur les contreparties saines (A+, A-, B+, B-, C+, C-, D+, D-, E+).

Sur les périmètres Corporate dit « de masse » et Retail, à l'issue du processus interne de notation, chaque emprunteur se voit attribuer une cotation. A partir de celle-ci ainsi que d'autres caractéristiques, les emprunteurs sains sont regroupés en classes homogènes de risque, préalablement au processus de mesure du paramètre réglementaire PD. Les analyses de regroupement sont menées sur les segments définis dans le cadre de la modélisation des algorithmes. Les probabilités de défaut d'une classe de risque sont ensuite estimées à partir des taux de défaut historiques constatés sur les expositions appartenant à cette classe, à partir d'un historique de plus de dix années d'observations. Des marges de prudence sont prises en compte afin de tenir compte de l'incertitude des estimations.

Sur les autres périmètres, trop peu de défauts sont disponibles pour garantir la pertinence et la robustesse d'estimations statistiques. Les probabilités de défaut associées aux notes internes sont calibrées à partir de données externes.

La **perte en cas défaut** (LGD) est le rapport entre la perte subie sur une exposition en raison du défaut d'une contrepartie et le montant exposé au moment du défaut, intégrant également les tirages complémentaires effectués après le passage en défaut.

Des modèles internes d'estimation de la LGD ont été développés par le Groupe et homologués sur les catégories d'exposition Banque, Corporate et Retail.

Sur les périmètres Corporate « de masse » et Retail, la LGD est calculée par classes définies selon le type de prêt et la nature des sûretés, le type d'emprunteur et des caractéristiques de fonctionnement. L'estimation de la LGD s'appuie sur les récupérations mensuelles actualisées observées pour chaque classe. Des marges de prudence sont prises en compte afin de tenir compte des incertitudes des estimations et du caractère « downturn » de la LGD. Les calculs reposent sur un historique interne de défauts et de pertes de plus de 10 ans.

Sur les autres périmètres, pour lesquels trop peu de défauts sont disponibles pour garantir la pertinence et la robustesse d'estimations statistiques, des LGD sont estimées sur la base d'informations quantitatives et à dire d'experts, en s'appuyant sur des benchmarks et données externes et selon une approche conservatrice (prise en compte de l'effet « downturn »).

Le **facteur de conversion** (CCF) correspond au rapport entre la partie actuellement non prélevée d'une ligne de crédit qui pourrait être prélevée et serait donc exposée en cas de défaut et la partie actuellement non prélevée de cette ligne de crédit.

Pour les portefeuilles Corporate et de clientèle de détail, le Groupe Crédit Mutuel calcule les facteurs de conversion (CCF) selon une méthode interne homologuée pour les engagements de financement. Pour les engagements de garantie et la catégorie d'exposition Banque, des valeurs réglementaires (méthode standard) sont appliquées.

Sur le périmètre Corporate et retail, les CCF internes sont estimés à partir des CCF historiques moyens pondérés par le nombre de contrats, en opérant une segmentation basée sur l'axe produit et des caractéristiques de fonctionnement. Ils sont calibrés sur des données internes.

Les paramètres utilisés pour le calcul des risques pondérés sont nationaux et s'appliquent à toutes les entités du Groupe.

Cartographie des modèles

Paramètre modélisé	Catégorie d'exposition	Portefeuilles	Nombre de modèles	Méthodologie
PD	Etablissements	Institutions financières	2 modèles : Banques, Covered Bonds	Modèles de type expert basés sur des grilles comportant des variables qualitatives et quantitatives
		Grands Comptes (GC) (CA>500M€)	6 modèles selon le type de contrepartie et le secteur	Modèles de type expert basés sur des grilles comportant des variables qualitatives et quantitatives
	Entreprises	Corporate "de masse" (CA<500M€)	3 modèles	Modèles de type quantitatif avec grilles qualitatives à dire d'expert
		Financements d'acquisition Grands Comptes	1 modèle	Modèle de type expert basé sur une grille comportant des variables qualitatives et quantitatives
		Financements d'acquisition Corporate	1 modèle	Modèles de type quantitatif combinés à des grilles qualitatives à dire d'expert

		Financements spécialisés	FS d'actifs: 6 modèles selon le type d'actif, FS de projets: 4 modèles selon le secteur, FS Immobiliers: 1 modèle	Modèles de type expert basés sur des grilles comportant des variables qualitatives et quantitatives	
		Autres Corporates	2 modèles : Foncières, Assurances	Modèles de type expert basés sur des grilles comportant des variables qualitatives et quantitatives	
	Retail	Particuliers	6 modèles selon le type de prêt (crédit immobilier, compte courant débiteur, etc.)	Modèles de type quantitatif	
		Personnes Morales	4 modèles selon la typologie client	Modèles de type quantitatif	
		Entrepreneurs Individuels	3 modèles selon le type de profession (commerçants, artisans, etc.)	Modèles de type quantitatif	
		Agriculteurs	6 modèles selon l'état du compte et le type d'activité (cyclique ou non)	Modèles de type quantitatif	
		Associations	1 modèle	Modèles de type quantitatif	
		SCI	1 modèle	Modèles de type quantitatif	
	LGD	Entreprises	Corporate "de masse"	1 modèle appliqué à 11 segments selon le type de prêt, la nature des sûretés, l'algorithme de notation et des caractéristiques de fonctionnement	Modèles de type quantitatif s'appuyant sur les flux de récupérations internes
			Retail	1 modèle appliqué à 24 segments selon le type de prêt, la nature des sûretés, l'algorithme de notation et des caractéristiques de fonctionnement	Modèles de type quantitatif s'appuyant sur les flux de récupérations internes
	CCF	Entreprises	Corporate "de masse"	1 modèle appliqué à 5 segments selon le type de prêt et des caractéristiques de fonctionnement	Modèle quantitatif, calibrage des CCF à partir des données internes
			Retail	1 modèle appliqué à 12 segments selon le type de prêt et des caractéristiques de fonctionnement	Modèle quantitatif, calibrage des CCF à partir des données internes

Backtesting

Le suivi de la qualité du système de notation interne fait l'objet de procédures nationales qui détaillent les thèmes explorés, les seuils d'alertes et les responsabilités des intervenants. Ces documents sont mis à jour par la Direction des risques de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel autant que de besoin en fonction des décisions entérinées.

Le reporting de suivi des modèles de notation de masse s'articule autour de trois principaux volets que sont l'étude de la stabilité, des performances et diverses analyses complémentaires. Ce reporting est réalisé sur chaque modèle de notation de masse sur base trimestrielle et complété par des travaux de suivi et de contrôles semestriels et annuels dont les niveaux de détails sont plus importants (analyse de l'ensemble des éléments constituant chacun des modèles).

Concernant les grilles expertes, le dispositif comprend un suivi annuel complet fondé sur la réalisation de tests de performance (analyse des concentrations de notes, des matrices de transition, de concordance avec le système de notation externe).

Le suivi annuel des probabilités de défaut s'effectue préalablement à toute nouvelle estimation du paramètre réglementaire. Selon les portefeuilles, celui-ci est complété par des suivis intermédiaires, réalisé sur base semestrielle. Il consiste principalement à s'assurer que le taux de défaut par classe de risque se situe dans l'intervalle de confiance autour de la PD.

Les dispositifs de suivi de la LGD et des CCF sont annuels et ont pour principal objectif de valider, à l'échelle de chaque segment, les valeurs prises par ces paramètres. Concernant la perte en cas de défaut, cette validation s'effectue notamment en vérifiant la robustesse des méthodes de calcul des marges de prudence et en confrontant les estimateurs de LGD aux dernières données et aux réalisations. Pour le CCF, la validation s'effectue par confrontation des estimateurs aux derniers CCF observés.

Contrôles permanent et périodique

Le plan de contrôle permanent du dispositif réglementaire bâlois du groupe Crédit Mutuel comporte deux niveaux. A l'échelle nationale, la Fonction de validation de modèles CNCM intervient sur la validation des nouveaux modèles et des ajustements significatifs apportés aux modèles existants d'une part, et sur la surveillance permanente du système de notation interne (et notamment des paramètres) d'autre part. A l'échelle régionale, le Contrôle Permanent CNCM assure un rôle d'animation, de coordination et de normalisation de l'ensemble de la filière Contrôle Permanent du groupe Crédit Mutuel sur les contrôles portant sur l'appropriation globale du système de notation interne, les aspects opérationnels liés à la production et au calcul des notes, les procédures de gestion des risques de crédit directement en lien avec le système de notation interne et la qualité des données.

Au titre du contrôle périodique, le corps d'inspection du groupe Crédit Mutuel réalise une revue annuelle du système de notation interne. Une procédure cadre définit la typologie des missions à réaliser en mode pérenne sur le dispositif Bâlois ainsi que la répartition des responsabilités entre les inspections régionales et nationale.

Informations quantitatives complémentaires

Les actifs pondérés des risques des expositions Financements spécialisés sont obtenus selon la méthode slotting criteria.

Les actifs pondérés des risques des expositions Actions sont obtenus selon la méthode de pondération simple consistant en l'application de pondérations forfaitaires aux valeurs comptables des expositions.

Risque de crédit de contrepartie

Le risque de crédit de contrepartie correspond à la manifestation du risque de crédit portant sur les opérations de marché, d'investissement et/ou de règlement. Il correspond au risque que la contrepartie ne puisse pas honorer ses engagements financiers face aux établissements du groupe.

Au sein du groupe Crédit Mutuel Océan, le risque de crédit de contrepartie, porté par les expositions sur dérivés et les opérations de pensions, est une composante faible du risque de crédit global.

Il est encadré par la Charte des Activités Financières et la Charte de Gestion de Bilan, approuvées par le Comité des Risques et validées par le Conseil d'Administration de la CFCMO. Ces chartes fixent le périmètre, les limites globales et les limites par contrepartie (bancaire et non bancaire) fonction de la notation interne CM CIC.

Le dispositif de suivi du risque de crédit de contrepartie est intégré dans le contrôle interne de la Direction Financière/ Consolidation, Réglementaire & Back Office Trésorerie.

A noter que le Groupe Crédit Mutuel Océan, compte tenu des activités développées n'est pas assujéti aux exigences de fonds propres liées au risque de marché.

Techniques d'atténuation du risque de crédit

Les sûretés financières, personnelles et réelles peuvent être directement utilisées pour réduire le calcul des exigences de fonds propres (EFP) mesurées au titre du risque de crédit et participant au calcul du ratio de solvabilité du groupe. L'utilisation des garanties en technique de réduction des risques est toutefois soumise au respect de conditions d'éligibilité et d'exigences minimales imposées par la réglementation.

Compensation et collatérisation des pensions et des dérivés de gré à gré

Lorsqu'un contrat cadre est passé avec une contrepartie, l'entité signataire applique une compensation des expositions de cette dernière.

Avec les contreparties établissements de crédit, le Crédit Mutuel complète ces accords avec des contrats de collatérisation (CSA). La gestion opérationnelle de ces derniers se fait à travers la plateforme TriOptima.

Grâce aux appels de marges réguliers, le risque de crédit net résiduel sur les dérivés de gré à gré et les pensions est fortement réduit.

Description des principales catégories de sûretés prises en compte par l'établissement

Le groupe Crédit Mutuel exploite les garanties dans le calcul des risques pondérés de manière différenciée selon la nature de l'emprunteur, la méthode de calcul retenue pour l'exposition couverte et le type de garantie.

Pour les contrats relevant de la clientèle de masse et traités en méthode IRB Avancée, les garanties sont utilisées comme axe de segmentation de la perte en cas de défaut calculée de manière statistique sur l'intégralité des créances douteuses et litigieuses du groupe. Sur ce périmètre, le groupe n'a donc pas recours aux techniques de réduction du risque dans son calcul des exigences de fonds propres.

Pour les contrats relevant des portefeuilles Souverains, Etablissements et, pour partie, du portefeuille Corporate, les sûretés personnelles et les sûretés financières sont exploitées comme techniques de réduction des risques telles que définies par la réglementation.

- Les sûretés personnelles correspondent à l'engagement pris par un tiers de se substituer au débiteur primaire en cas de défaillance de ce dernier. Par extension, les dérivés de crédits (achat de protection) font partie de cette catégorie.

- Les sûretés financières sont définies par le groupe comme un droit de l'établissement de liquider, conserver ou d'obtenir le transfert ou la propriété de certains montants ou actifs tels que les dépôts en espèce nantis, les titres de créances, les actions ou obligations convertibles, l'or, les parts OPCVM, les contrats d'assurance vie et les instruments de toute nature émis par un tiers et remboursables à première demande.

L'utilisation de la garantie n'est effective que si cette dernière respecte les critères juridiques et opérationnels prévus par la réglementation. Les traitements aval pour le calcul des risques pondérés tenant compte des techniques de réduction des risques sont largement automatisés. La vérification du respect des conditions d'éligibilité et d'exigences minimales imposées par la réglementation doit être conduite et formalisée au moment de l'instruction de la garantie.

Procédures appliquées en matière de valorisation et de gestion des instruments constitutifs de sûretés réelles

Les procédures de valorisation des garanties varient avec la nature de l'instrument constitutif de la sûreté réelle. Pour le cas général, les études réalisées au sein du groupe Crédit Mutuel se fondent sur des méthodologies d'estimation statistiques, directement intégrées aux outils, à partir d'indices externes auxquels des décotes peuvent être appliquées selon le type de bien pris en garantie (par exemple, la valorisation des biens financés en financement locatif tient compte de l'obsolescence économique du bien). Dans le cas de garanties immobilières, la valorisation initiale est généralement calculée à partir de la valeur d'acquisition ou de construction du bien.

Par exception, des procédures spécifiques prévoient des valorisations à dire d'expert, notamment en cas de dépassement des seuils fixés sur les encours des opérations. Ces procédures sont établies à l'échelle nationale.

Afin d'effectuer les contrôles nécessaires au respect des conditions portant sur les contrats de garanties et sur les garants, l'identification des garanties dans le système d'information, le respect des normes et règles en vigueur au sein du groupe Crédit Mutuel en matière d'éligibilité ; les Groupes régionaux bénéficient d'outils communs et de procédures opérationnelles dédiées listant les typologies de garanties retenues comme pouvant être éligibles, présentant les mécanismes informatiques développés dans les applicatifs de gestion des garanties pour définir l'éligibilité, et détaillant les questions auxquelles le gestionnaire doit répondre pour se positionner sur l'éligibilité de la garantie au moment de son instruction. Ces procédures sont régulièrement mises à jour par la CNCM et soumises à la validation des instances de la gouvernance Bâle 3. Le contrôle permanent est impliqué en second niveau dans la vérification de l'éligibilité et de sa justification.

Au cours de la vie de la garantie, la revalorisation de cette dernière est réalisée périodiquement selon les règles décrites dans les procédures.

Principales catégories de fournisseurs de protection

En dehors des garanties intra-groupes, les principales catégories de fournisseurs de protection prises en compte relèvent des sociétés de cautionnement mutuel de type Crédit Logement ou CNP.

Risque de taux du Banking book (IRRBB)

IRRBBA : Informations qualitatives sur le risque de taux

Définition du risque de taux d'intérêt à des fins de contrôle et de mesure du risque

Le risque de taux est généré par l'activité commerciale du groupe et résulte des différences de taux et d'index de référence entre les emplois et les ressources. Son analyse tient aussi compte de la volatilité des encours de produits sans échéance contractuelle et des options implicites (options de remboursement anticipé de crédits, de prorogation, d'utilisation de droits à crédit, etc.).

L'analyse du risque de taux au niveau du groupe Crédit Mutuel s'appuie sur les indicateurs décrits ci-après, actualisés chaque trimestre. Cette analyse couvre les deux types d'approche de la mesure du risque de taux.

En premier lieu, la sensibilité de marge mesure l'incidence des modifications de taux d'intérêt sur les marges futures (de 1 à 5 ans dans le reporting national du groupe Crédit Mutuel). La sensibilité est appréhendée à partir de la différence entre les prévisions de marges futures de l'établissement, d'une part dans le cadre du scénario économique sur lequel repose son activité (scénario central) et d'autre part dans des scénarios de choc et de tensions. La modélisation des marges futures est réalisée dans une approche en bilan dynamique fondée sur les prévisions commerciales, ajustées le cas échéant en fonction du scénario de taux. Par ailleurs le dispositif national de suivi des limites relatives au risque de taux prend également en compte une approche à bilan constant.

En second lieu, une indication de l'évolution de la valeur instantanée de l'établissement dans un horizon long terme peut être appréhendée par la mesure de la sensibilité de Valeur Actuelle Nette de la banque aux 6 scénarios de choc de taux de l'EBA.

La sensibilité de la valeur actuelle nette est mesurée en approche statique, consistant à écouler l'ensemble des positions du bilan dans une logique d'arrêt de l'activité commerciale ou de cession/rachat de l'activité. Cette approche en valeur s'avère toutefois très théorique pour un établissement mutualiste.

Stratégies globales de gestion et d'atténuation du risque de taux d'intérêt

Niveau national

Les groupes régionaux sont responsables de la gestion de leurs risques et des décisions de couverture. Conformément aux textes réglementaires (Arrêté du 3 novembre 2014), la direction des risques de la Confédération Nationale assure une mesure consolidée et homogène de ce risque, en coordonnant les approches méthodologiques et en mesurant régulièrement le risque global du groupe.

Niveau régional

Les entités du groupe ont adopté des systèmes de limites cohérents avec le dispositif national. Les décisions de gestion et de couverture sont proposées par le GTP ALM et validées par le Comité Financier.

Périodicité du calcul des mesures du risque de taux d'intérêt de la banque et mesures spécifiques utilisées pour évaluer la sensibilité au risque de taux d'intérêt

En complément de la mesure de la sensibilité de marge et de la mesure de la sensibilité de la VAN, l'analyse du risque de taux s'appuie sur les indicateurs suivants, à fréquence d'actualisation trimestrielle :

- Suivi des impasses statiques à taux fixes et taux réglementés sur un horizon de un mois à vingt ans ;
- Suivi du risque de base présentant les impasses statiques par famille d'index de marché court terme sur les principales devises utilisées par le groupe (EUR, USD, CHF), en capital fin de

période et selon une vision « taux » (les positions en attente de révision de taux ne sont pas retenues) ;

- Suivi de l'impact de l'évolution des taux livrets ;
- Suivi du risque d'options ;
- Suivi du risque d'inflation ;
- Suivi du Credit Spread Risk in the Banking Book.

Scénarios de choc de taux d'intérêt et des scénarios de stress utilisés pour estimer les variations de la valeur économique et du revenu net d'intérêts

La sensibilité de la marge nette d'intérêt calculée sur des scénarios nationaux est encadrée par des limites ou des seuils d'alerte. Elle se mesure sur un pas annuel, sur un horizon de cinq ans et est exprimée en pourcentage de la MNI de chaque entité.

Le suivi de la sensibilité de la marge nette d'intérêt est réalisé selon deux visions :

- Une première dans laquelle la modélisation des bénéfices futurs est réalisée dans une approche dynamique fondée sur les prévisions commerciales, ajustées le cas échéant en fonction du scénario de taux. Le dispositif national de suivi des limites relatives au risque de taux prend par ailleurs en compte une approche dynamique à bilan constant. Cette vision repose sur le scénario central défini à partir des prévisions de taux utilisées par la fonction contrôle de gestion pour les prévisions de résultats. Ces prévisions sont élaborées trimestriellement sous l'égide de la CNCM.
- Une seconde dans laquelle la modélisation des bénéfices futurs est réalisée dans une approche à bilan constant. Cette vision repose sur le scénario central défini par la courbe des taux forward.

Plusieurs scénarios de chocs sur les taux d'intérêt sont analysés.

Les scénarios de taux utilisés pour la mesure des sensibilités de MNI sont :

- Chocs de taux en vision interne et bilan dynamique basée sur le scénario budgétaire :
 - Scénario S1 : Hausse de la courbe des taux de 100bp (utilisé pour les limites/seuils d'alerte), en bilan dynamique ;
 - Scénario S2 : Baisse de la courbe des taux de 100bp, sans floor (utilisé pour les limites /seuils d'alerte), en bilan dynamique ;
 - Scénario S3 : Hausse progressive sur 1 an de 300 bp , avec application des arbitrages entre dépôts sur les particuliers et les professionnels/entreprises ;
 - Scénario S4 : Baisse progressive sur 1 an de 300bp maintenue sur les années suivantes, avec application du floor ;
 - Scénario S7 : Scénario adverse ICAAP, défini par les économistes et validé par les instances ICAAP, révise deux fois par ans (*a minima*).
- Chocs de taux en vision réglementaire et bilan constant basée sur le scénario marché :
 - Scénario MNI1 : Hausse de la courbe des taux de 100bp, en bilan constant ;
 - Scénario MNI2 : Baisse de la courbe des taux de 100bp, sans floor, en bilan constant ;
 - Scénario MNI3 : Hausse de la courbe des taux de 200bp (choc standard EBA décrit dans la partie 3.2.4) ;
 - Scénario MNI4 : Baisse de la courbe des taux de 200bp (choc standard EBA décrit dans la partie 3.2.3). Le scénario MNI4 est soumis au plancher progressif défini au paragraphe 3.2.4 ;
 - Scénario MNI6 : Dépentification / inversion de la courbe des taux par une hausse des taux court terme de 50bp tous les semestres durant 2 ans (choc cumulé de 200bp).
 - Scénario S7 : Scénario adverse ICAAP, défini par les économistes et validé par les instances ICAAP. Proposition de révision du scénario ICAAP deux fois par an (septembre et mars).

Un choc inflation est également réalisé afin de mesurer une sensibilité de MNI à l'inflation. Il vise à mesurer l'impact d'une hausse de la courbe d'inflation de 100bp.

La sensibilité de la valeur actuelle nette est mesurée en approche statique, consistant à écouler l'ensemble des positions du bilan dans une logique d'arrêt de l'activité commerciale ou de cession/rachat de l'activité. La valeur actuelle nette d'un actif (ou passif) est obtenue à partir de

l'actualisation au taux de marché de tous les flux que ce dernier génère. La valeur actuelle nette de la banque est la différence entre les valeurs actualisées des emplois et des ressources.

La sensibilité de la VAN est calculée selon les préconisations de l'EBA. Elle correspond à la sensibilité de l'EVE (exclusion des fonds propres et tombée à J+1 des immobilisations ; actualisation des flux à l'aide d'une courbe de taux de sans risque ; application d'un *floor* progressif de l'EBA).

Les valeurs des chocs des six scénarios prudentiels sont déterminées sur une granularité mensuelle sur 20 ans afin de permettre de déduire de la courbe à date choquée des taux *forward* choqués de qualité. Pour chaque scénario de choc, les taux *forward* sont à déterminer sur la base de la courbe à date choquée.

L'incidence des chocs de taux d'intérêt sur leur valeur économique des fonds propres est déterminée à partir des six scénarios de l'EBA, pour chaque devise significative :

- Déplacement parallèle de la courbe des taux vers le haut ;
- Déplacement parallèle de la courbe des taux vers le bas ;
- Pentification courbe (Δ - taux courts, Δ + taux longs) ;
- Aplatissement courbe (Δ + taux courts, Δ - taux longs) ;
- Hausse des taux courts ;
- Baisse des taux courts.

D'autres chocs sont également réalisés afin de mesurer une sensibilité de VAN :

- Déplacement parallèle de la courbe des taux vers le haut (différent des scénarios EBA) ;
- Déplacement parallèle de la courbe des taux vers le bas (différent des scénarios EBA) ;
- Déplacement parallèle vers le haut du taux inflation (+100).

Description de la couverture du risque de taux d'intérêt, traitement comptable associé

Les décisions de gestion et de couverture sont prises au sein de comités régionaux. La gestion du risque de taux est analysée et couverte globalement, le cas échéant, par des opérations dites de macro couverture. Elles sont comptabilisées conformément à la version « carved out » d'IAS 39 adoptée par la Commission européenne. Les opérations de clientèle de montant élevé ou de structure particulière peuvent par ailleurs faire l'objet de couvertures spécifiques.

Principales hypothèses de modélisation et paramétriques utilisées pour les mesures du risque de taux d'intérêt

Les hypothèses de modélisation reposent sur des modèles développés en interne. Les principales hypothèses utilisées sont décrites dans la suite.

Les remboursements anticipés (RA) des crédits habitat, trésorerie, équipement et consommation en euro des entités du réseau classique sont estimés à partir des modèles comportementaux. Les modèles concernés sont les suivants :

- Remboursements anticipés des crédits habitat ;
- Remboursements anticipés des Prêts à Taux Zéro ;
- Remboursements anticipés des crédits liés aux CEL et aux PEL ;
- Remboursements anticipés des crédits relais ;
- Remboursements anticipés des crédits à la consommation et des crédits passeports ;
- Remboursements anticipés des crédits d'investissement ;
- Remboursements anticipés des crédits de trésorerie.

Conformément aux préconisations des autorités, la mesure des indicateurs d'exposition et de sensibilité au risque de taux du groupe Crédit Mutuel est réalisée selon trois approches complémentaires : statique, dynamique à bilan constant et dynamique avec prise en compte des hypothèses d'activités futures. Pour cela, des conventions d'écoulement sont appliquées ; ce sont notamment celles applicables aux agrégats suivants :

- Ressources clientèles non échéancées

- Comptes courants débiteurs :
- crédits renouvelables ;
- plan Epargne Logement ;
- crédits douteux et impayés ;
- contentieux ;
- autres postes du bilan.

Par ailleurs, conformément aux récentes orientations de l'EBA (EBA/GL/2022/14), le cap à 5 ans est désormais appliqué à la durée de vie moyenne des dépôts non échéancés dans le cadre de la gestion ALM. Ce cap s'applique aussi bien aux dépôts core et non-core des clients.

Risque opérationnel

Les éléments relatifs à la structure et l'organisation de la fonction chargée de la gestion du risque opérationnel sont décrits dans le rapport annuel sur le contrôle interne en paragraphe « XI-Risque opérationnel ».

Description de la méthode AMA

Dans le cadre de la mise en œuvre de la méthode avancée du risque opérationnel (AMA) pour l'évaluation des exigences de fonds propres au titre des risques opérationnels, un département dédié de la Direction des Risques est en charge du risque opérationnel. Le dispositif de mesure et de maîtrise des risques opérationnels s'appuie sur des cartographies de risques réalisées par ligne de métier, objet et type de risque, et contexte du risque en étroite relation avec les Directions fonctionnelles et les dispositifs de gestion quotidiens des risques. Les cartographies instituent notamment un cadre normé pour l'analyse de la sinistralité avérée et des risques potentiels

Pour les risques de gravité, elles conduisent à des modélisations à dire d'experts confrontées à des évaluations probabilistes à base de scénarios.

Pour les risques de fréquence, les modélisations, le groupe s'appuie notamment sur la base nationale des sinistres internes. Cette base est alimentée selon les règles définies dans la procédure nationale de collecte. Au-delà du seuil uniforme de 1000€, chaque sinistre doit être saisi. Des rapprochements entre la base des sinistres et les informations comptables sont opérés.

Par ailleurs, le groupe Crédit Mutuel est abonné à une base de données externe dont l'analyse contribue à l'enrichissement des cartographies et plus généralement au système de mesure du risque opérationnel.

Le système de reporting et de pilotage général du groupe intègre les exigences de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne. Les expositions au risque opérationnel et les pertes sont communiquées de manière régulière et au moins une fois par an à l'organe exécutif.

Les procédures mises en œuvre au sein du groupe en matière de gouvernance, de collecte des sinistres, de systèmes de gestion et de mesure des risques lui permettent de prendre les mesures correctrices appropriées. Ces procédures font l'objet de contrôles réguliers.

Périmètre d'homologation en méthode AMA

Le Groupe Crédit Mutuel est autorisé à utiliser son approche de mesure avancée pour le calcul des exigences de fonds propres réglementaires au titre du risque opérationnel (88,1% du périmètre au 31 décembre 2024). Cette autorisation a pris effet au 1^{er} janvier 2010 pour le périmètre consolidé en dehors des filiales étrangères et du Groupe Cofidis et a été étendu :

- à Crédit Mutuel Factoring à compter du 1^{er} janvier 2012 ;
- à Banque de Luxembourg à compter du 30 septembre 2013;
- à Cofidis France à compter du 1^{er} juillet 2014.
- à TargoBank Allemagne à compter du 1^{er} avril 2018.

Politique en matière de couverture et de réduction des risques opérationnels

Les orientations générales de réduction des risques opérationnels comprennent :

- les actions de prévention identifiées lors des cartographies et mises en œuvre directement par les opérationnels ;
- les actions de protection prioritairement tournées vers les plans d'urgence et de poursuite d'activité (PUPA).

Les plans d'urgence et de poursuite d'activité s'articulent autour de trois phases :

- le plan de secours : immédiat et constitué des actions visant à traiter les urgences et à mettre en place la solution de traitement dégradée ;
- le plan de continuité : correspond à la reprise de l'activité en environnement dégradé suivant les modalités qui ont été retenues avant la survenance de la crise ;
- le plan de retour à la normale.

Une procédure nationale définit la méthodologie d'élaboration d'un plan d'urgence et de poursuite d'activité. Celle-ci constitue un document de référence accessible à toutes les équipes concernées. Elle est appliquée par l'ensemble des groupes régionaux.

Utilisation des techniques d'assurance

L'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution a autorisé le Groupe Crédit Mutuel à prendre en compte l'impact des assurances en tant que facteur d'atténuation dans le calcul de l'exigence de fonds propres AMA au titre du risque opérationnel avec application effective pour l'arrêté au 30 juin 2012.

Les principes appliqués au financement des risques opérationnels dans le Groupe Crédit Mutuel sont fonction de la fréquence et de la gravité de chaque risque potentiel. Ils consistent à :

- Financer en rétention sur le compte d'exploitation les risques de fréquence ;
- Assurer les risques graves via des assureurs et réassureurs externes ;
- Développer l'auto assurance en deçà des franchises des assureurs ;
- Affecter des réserves de fonds propres prudentiels ou des provisions financées par actifs mobilisables pour les risques de gravité non assurables.

Les programmes d'assurance du Groupe Crédit Mutuel respectent les dispositions visées à l'article 323 du règlement (UE) N°575/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant la déduction des assurances en méthode AMA.

Les couvertures d'assurances retenues dans le processus de déduction couvrent les dommages aux biens mobiliers et immobiliers (multirisque), la fraude (globale de banque) et la responsabilité civile professionnelle et les cybers risques.

	a	b	c	d	e
<i>en millions d'euros</i>	Indicateur pertinent			Exigences de fonds propres	RWA
Activités bancaires	Exercice n-3	Exercice n-2	Précédent exercice		
Activités bancaires en approche élémentaire (BIA)					
Activités bancaires en approche standard (TSA) / en approche standard de remplacement (ASA)					
<u>en approche standard (TSA):</u>					
<u>en approche standard de remplacement (ASA):</u>					
Activités bancaires en approche par mesure avancée (AMA)	286	322	267	36	454

Risque de liquidité

Gestion du risque de liquidité

Le groupe Crédit Mutuel a mis en place des dispositifs, stratégies, processus et systèmes sûrs d'identification, de mesure, de gestion et de suivi du risque de liquidité sur un ensemble approprié d'échéances, afin de respecter l'ensemble des exigences de la directive 2013/36/UE et du règlement (UE) n° 575/2013. Au 31.12.2024, la liquidité détenue par le groupe Crédit Mutuel Océan fournit une couverture suffisante des risques de liquidité.

La politique de tolérance au risque de liquidité du Groupe est marquée par une très grande prudence pour garantir le refinancement durable des activités. Le groupe Crédit Mutuel est modérément exposé au risque de liquidité de par sa nature principale de réseau de banque de détail adossé à une solide collecte de dépôts de la clientèle de particuliers ou d'entreprises.

Le Groupe a mis en œuvre depuis 2008 une politique qui a permis de diminuer son niveau de dépendance aux marchés financiers par un effort constant de collecte des dépôts et une réduction de son coefficient d'engagement (ratio crédits / dépôts). Ainsi, à fin 2024 ce ratio s'élève 97,7%.

Parallèlement, le Groupe a renforcé progressivement son profil de liquidité par un allongement de la maturité moyenne de ses ressources de marché, se traduisant par un accroissement important des refinancements à moyen et long terme au détriment des refinancements à court terme. Le Groupe s'assure également d'une bonne diversification de ses sources de refinancement par type d'investisseurs, par support, par zone géographique et par devise.

Avec un LCR s'établissant à 146,0% au 31.12.2024, les réserves de liquidité permettent de couvrir largement l'ensemble des tombées à court terme.

Par ailleurs les impasses de liquidité, qui permettent d'encadrer la transformation du bilan, sont dans le respect des limites fixées et montrent des ressources largement excédentaires aux emplois sur toutes les échéances au 31.12.2024.

Enfin, l'horizon de survie du Groupe mesuré dans un environnement de crise de liquidité bancaire est nettement supérieur au seuil d'alerte validé par les instances de surveillance.

Informations quantitatives sur le ratio de couverture des besoins de liquidité (LCR)

Unité de référence : Million d'euros		Valeur totale non pondérée				Valeur totale pondérée			
Nombre de dates utilisées dans le calcul des moyennes : 12		31/03/2024	30/06/2024	30/09/2024	31/12/2024	31/03/2024	30/06/2024	30/09/2024	31/12/2024
ACTIFS DE HAUTE QUALITE									
1	Total des actifs liquides de haute qualité (HQLA)					1 154	1 177	1 194	1 223
SORTIES DE TRESORERIE									
2	Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises clientes, dont:	10 638	10 626	10 647	10 933	647	638	631	684
3	Dépôts stables	8 406	8 396	8 389	8 389	420	420	419	425
4	Dépôts moins stables	1 959	1 888	1 839	2 673	223	214	208	241
5	Financement de gros non garanti	1 115	1 066	1 031	1 006	600	579	559	550
6	Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans des réseaux de banques coopératives	282	276	271	270	64	62	61	66
7	Dépôts non opérationnels (toutes contreparties)	666	615	590	575	369	342	328	323
8	Créances non garanties	167	175	170	161	167	175	170	161
9	Financement de gros garanti					8	13	19	15
10	Exigences supplémentaires	2 277	2 191	2 106	2 029	150	146	142	138
11	Sorties associées à des expositions sur instruments dérivés et autres exigences de sûreté	0	0	0	0	0	0	0	0
12	Sorties associées à des pertes de financement sur des produits de créance	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Facilités de crédit et de trésorerie	2 277	2 191	2 106	2 029	150	146	142	138
14	Autres obligations de financement contractuel	7	8	9	10	7	8	9	10
15	Autres obligations de financement éventuel	0	0	0	0	0	0	0	0
16	TOTAL DES SORTIES DE TRESORERIE					1 412	1 384	1 359	1 397
ENTREES DE TRESORERIE									
17	Opérations de prêt garanties (par exemple, prises en pension)	8	8	6	2	0	0	0	0
18	Entrées provenant des expositions pleinement performantes	706	670	649	657	579	540	518	517
19	Autres entrées de trésorerie	54	56	67	57	54	56	67	57
EU-19a	(Différence entre le total des entrées de trésorerie pondérées et le total des sorties de trésorerie pondérées résultant d'opérations effectuées dans des pays tiers où s'appliquent des restrictions aux transferts, ou libellées en monnaie non convertible)					0	0	0	0
EU-19b	(Excédent d'entrées de trésorerie provenant d'un établissement de crédit spécialisé lié)					0	0	0	0
20	TOTAL DES ENTREES DE TRESORERIE	769	734	722	717	634	597	586	575
EU-20a	Entrées de trésorerie entièrement exemptées					valeur nulle chez GCM			
EU-20b	Entrées de trésorerie soumises au plafond de 90%					valeur nulle chez GCM			
EU-20c	Entrées de trésorerie soumises au plafond de 75%	769	734	722	693	634	597	586	562
21	COUSSIN DE LIQUIDITE					1 154	1 177	1 194	1 223
22	TOTAL DES SORTIES NETTES DE TRESORERIE					779	787	773	774
23	RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITE (%)					149,49%	150,57%	154,84%	158,71%

Pour chaque date de référence, le ratio moyen est égal au rapport entre la moyenne des coussins de liquidité et la moyenne des sorties nettes de trésorerie sur les 12 mois précédant la date considérée.

Le Groupe Crédit Mutuel met en place des politiques de financement dont l'une des priorités est d'assurer une diversification optimale de ses sources de financement. Cela se traduit par une répartition diversifiée par type d'investisseurs, de maturité, par devises et par instruments. Au niveau national, le suivi de la diversification fait l'objet d'une présentation trimestrielle à l'organe de surveillance.

Les décaissements liés aux expositions sur dérivés, ainsi que sur opérations en devises non euro, ne sont pas significatifs au regard de l'ensemble du bilan du groupe Crédit Mutuel.

sont pas significatifs au regard de l'ensemble du bilan du groupe Crédit Mutuel.

	a	b	c	d	e
(en devise)	Valeur non pondérée par échéance résiduelle				Valeur pondérée
	Pas d'échéance	< 6 mois	6 mois à < 1 an	≥ 1 an	
Éléments du financement stable disponible					
1 Éléments et instruments de fonds propres	1 536	-	-	12	1 548
2 Fonds propres	1 536	-	-	12	1 548
3 Autres instruments de fonds propres		-	-	-	-
4 Dépôts de la clientèle de détail		10 812	1	6	10 169
5 Dépôts stables		8 609	-	-	8 178
6 Dépôts moins stables		2 203	1	6	1 990
7 Financement de gros:		2 630	944	4 107	5 145
8 Dépôts opérationnels		304	-	-	152
9 Autres financements de gros		2 325	944	4 107	4 993
10 Engagements interdépendants		2 974	-	-	-
11 Autres engagements:	-	248	16	634	642
12 Engagements dérivés affectant le NSFR	-				
13 Tous les autres engagements et instruments de fonds propres non inclus dans les catégories ci-dessus.		248	16	634	642
14 Financement stable disponible total					17 504

Structure et organisation de la fonction chargée de la gestion du risque de liquidité

Les instances dirigeantes se composent des organes de surveillance et exécutif tels que définis par les textes de Bâle 3. Compte tenu des spécificités de l'organisation non-centralisée du groupe Crédit Mutuel, les organes de surveillance et les dirigeants effectifs se répartissent en deux niveaux : le national et le régional.

Le principe de subsidiarité, en vigueur au sein du groupe Crédit Mutuel, préside à la répartition des rôles entre le national et le régional du dispositif de suivi du risque de liquidité.

Au sein du groupe Crédit Mutuel, les groupes régionaux sont en charge de la stratégie et de la gestion du risque de liquidité au sein de leurs entités, sous la responsabilité et le contrôle de leurs organes de surveillance respectifs. Les risques sont pris dans le respect des principes du cadre d'appétence aux risques validé par les instances dirigeantes nationales (CNCM) et des politiques de tolérance aux risques validées par les instances dirigeantes régionales (Conseil d'administration des Caisses fédérales ou interfédérales).

Portée et nature des systèmes de déclaration et d'évaluation du risque de liquidité

Les mesures du risque de liquidité font l'objet de reportings confédéraux trimestriels, dont les informations sont collectées auprès des entités régionales. Les résultats des reportings sont communiqués aux instances dirigeantes de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel.

Politiques en matière de couverture et d'atténuation du risque de liquidité, ainsi que stratégies et processus mis en place pour le suivi de l'efficacité constante de ces couvertures et techniques d'atténuation

Les mises en place de couvertures ainsi que le suivi de leur efficacité sont du ressort des groupes régionaux, qui sont responsables de la gestion du risque de liquidité de leurs entités.

Concernant le dispositif de limites nationales, la Direction des risques de la CNCM, responsable de la production des états de suivi du respect des limites et seuils d'alerte, communique à la Direction générale CNCM et au Comité des risques national le tableau de bord de suivi des dépassements de limite nationale ou des franchissements des seuils d'alertes ou limites régionales maximales pour l'un ou l'autre groupe régional, assorti, le cas échéant, des décisions des dirigeants effectifs. En cas de dépassement d'une limite nationale, le Conseil d'administration de la CNCM est spécifiquement informé par la Direction générale de la CNCM.

Concernant le dispositif de limites régionales, la Direction des risques du CMO, responsable de la production des états de suivi du respect des limites et seuils d'alerte, communique chaque trimestre à la Direction générale du CMO et au Comité des risques le suivi du cadre d'appétence incluant les éventuels dépassements de limite nationale ou des franchissements des seuils d'alertes.

En cas de dépassement d'une limite régionale, un mail d'information est envoyé par la DRCCP du CMO, à l'organe exécutif du CMO copie à la présidence fédérale, au Comité des Risques du CMO, au Conseil d'Administration du CMO, à la FGR CNCM et à la Direction Générale CNCM les prévenant du dépassement. Ces derniers informent ensuite le Comité des Risques confédéral.

La Direction Générale CNCM détermine, en relation avec l'exécutif CMO et le Conseil d'Administration du CMO, les informations à communiquer en GT Bâle 3, Comité des risques CNCM et Conseil d'Administration CNCM (en complément du processus d'escalade CMO).

Gouvernance d'entreprise et politique de rémunération

Le Crédit Mutuel Océan a mis en place au sein de sa gouvernance différents comités spécialisés.

Comité des nominations

L'évaluation des connaissances, des compétences et de la spécialisation des administrateurs relève du comité des nominations et, in fine, est validée par la BCE à l'occasion du processus d'agrément (Fit and Proper).

Avant leur présentation au Conseil, le comité des nominations donne un avis sur l'adéquation des candidatures proposées, sur la base du parcours académique, professionnel et mutualiste, des formations suivies et des expertises propres à chaque candidat, afin de maintenir ou d'améliorer la compétence collective du Conseil. Le comité des nominations a par ailleurs défini le champ des compétences requises pour un administrateur et veille en continu à ce que les administrateurs disposent individuellement et collectivement de compétences théoriques et pratiques suffisantes, équilibrées et diversifiées.

Le comité des nominations vérifie le seuil légal de la répartition hommes-femmes applicable pour les sociétés anonymes (40 %). Le CMO respecte ce seuil avec une part d'administratrice au Conseil de la Caisse Fédérale de 44%.

Comité des rémunérations

Le CMO a mis en place un comité des rémunérations composé de 4 administrateurs. Ses principales missions sont les suivantes :

- le comité prépare les décisions que le conseil d'administration arrête concernant les rémunérations, notamment celles qui ont une incidence sur le risque et la gestion des risques ;
- il procède à l'examen annuel :
 - des principes de la politique de rémunération du CMO ;
 - des rémunérations, indemnités et avantages de toutes natures accordés aux mandataires sociaux ;
 - de la politique de rémunération des dirigeants effectifs, des preneurs de risques, des personnes exerçant une fonction de contrôle et de tout salarié dont les revenus et/ou les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise ;
 - de la rémunération du responsable de la fonction de gestion des risques et de la conformité, qu'il contrôle.
- il se tient informé de toutes les réglementations et recommandations de place en matière de rémunération pour les dirigeants et les preneurs de risques.

Le comité des rémunérations procède à un examen annuel des principes de la politique de rémunération variable de la population régulée et des rémunérations, indemnités et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux. Il exprime son avis sur les propositions de la direction générale et s'assure que les principes définis par l'organe délibérant sont mis en œuvre. Il rend compte de ses travaux à l'organe délibérant.

Le comité des rémunérations s'est réuni 3 fois en 2024.

Le conseil d'administration fixe, sur proposition du comité des rémunérations, les principes de la politique de rémunération de la population régulée.

La politique de rémunération repose sur les principes suivants :

- Une rémunération individuelle 100% fixe.
- Une approche mixte basée en partie sur une augmentation collective des salaires complétée par des augmentations individuelles en fonction de l'évolution des compétences, de la performance du collaborateur, et de ses évolutions fonctionnelles ou géographiques, et par des primes à caractère exceptionnel.

- Une reconnaissance de la performance collective grâce aux accords d'intéressement et de participation.

Pour rappel, aucun collaborateur ne bénéficie d'une rémunération variable de type bonus ou variables garanties ou variables non différées au sein du CMO.

« Informations quantitatives agrégées sur les rémunérations, ventilées pour le personnel de direction et les membres du personnel dont les activités ont un impact significatif sur le profil de risque de l'établissement Article 450 h) du règlement UE575/2013 »

Synthèse des rémunérations attribuées pendant l'exercice - REM1

		CREDIT MUTUEL OCEAN				
		a	b	c	d	
En euros		Organe de direction - Fonction de surveillance	Organe de direction - Fonction de gestion	Autres membres de la direction générale	Autres membres de la population identifiée	
Rémunération fixe attribuée pendant l'exercice	1	Nombre de membres de la population identifiée (ayant perçu une rémunération fixe)	16	4	5	16
	2	Rémunération fixe totale (3, 4a, 5, 5x, 7)	197 114 €	798 268 €	578 697 €	1 241 028 €
	3	Dont : rémunération en espèces/en numéraire	95 835 €	748 198 €	510 420 €	1 088 284 €
	4a	Dont : actions et droits de propriété équivalents	0 €	0 €	0 €	0 €
	5	Dont : instruments liés à des actions et autres instruments non numéraires équivalents	0 €	0 €	0 €	0 €
	5x	Dont : autres instruments	0 €	0 €	0 €	0 €
	7	Dont : autres formes de rémunération	101 279 €	50 069 €	68 277 €	152 744 €
Rémunération variable attribuée pendant l'exercice	9	Nombre de membres de la population identifiée (ayant perçu une rémunération variable)	0	0	0	0
	10	Rémunération variable totale (11, 13a, 13b, 14x, 15)	0 €	0 €	0 €	0 €
	11	Dont : rémunération en espèces/en numéraire	0 €	0 €	0 €	0 €
	12	Dont : rémunération différée parmi cette rémunération en espèces/en numéraire	0 €	0 €	0 €	0 €
	13a	Dont : actions et droits de propriété équivalents	0 €	0 €	0 €	0 €
	14a	Dont : rémunération différée parmi cette rémunération en actions et droits de propriété équivalents	0 €	0 €	0 €	0 €
	13b	Dont : instruments liés à des actions et autres instruments non numéraires équivalents	0 €	0 €	0 €	0 €
	14b	Dont : rémunération différée parmi cette rémunération en instruments liés à des actions et autres instruments non numéraires équivalents	0 €	0 €	0 €	0 €
	14x	Dont : autres instruments	0 €	0 €	0 €	0 €
	14y	Dont : rémunération différée parmi cette rémunération en autres instruments	0 €	0 €	0 €	0 €
	15	Dont : autres formes de rémunération	0 €	0 €	0 €	0 €
	16	Dont : rémunération différée parmi ces autres formes de rémunération	0 €	0 €	0 €	0 €
	Rémunération totale attribuée pendant l'exercice	17	Rémunération totale attribuée pendant l'exercice (2 + 10)	197 114 €	798 268 €	578 697 €

Tous les salariés perçoivent une rémunération au titre de la Participation et de l'Intéressement aux résultats. Le mécanisme d'intéressement a été reconduit pour les exercices 2024-2025-2026 avec des principes fixés par un accord d'entreprise signé le 20 juin 2024.
L'enveloppe globale d'intéressement et participation est liée aux résultats de l'entreprise.

Les administrateurs ne sont pas rémunérés mais bénéficient du remboursement des frais engagés ainsi que d'une indemnité de présence à chaque réunion.

Paiements spéciaux pendant l'exercice - REM2

En euros		a	b	c	d
		Organe de direction - Fonction de surveillance	Organe de direction - Fonction de gestion	Autres membres de la direction générale	Autres membres de la population identifiée
Rémunérations variables garanties attribuées pendant l'exercice	1	Nombre de membres de la population identifiée concernés	0	0	0
	2	Montant total	0 €	0 €	0 €
	3	Dont versées au cours de l'exercice et qui ne sont pas prises en compte dans le plafonnement des primes	0 €	0 €	0 €
Indemnités de départ versées pendant l'exercice, attribuées au cours de périodes antérieures	4	Nombre de membres de la population identifiée concernés	0	0	0
	5	Montant total	0 €	0 €	0 €
Indemnités de départ attribuées pendant l'exercice	6	Nombre de membres de la population identifiée concernés	0	0	0
	7	Montant total	0 €	0 €	0 €
	8	Dont versées au cours de l'exercice	0 €	0 €	0 €
	10	Dont versées au cours de l'exercice qui ne sont pas prises en compte dans le plafonnement des primes	0 €	0 €	0 €
	9	Dont différées	0 €	0 €	0 €
	11	Dont indemnités les plus élevées attribuées à une seule personne	0 €	0 €	0 €

Rémunération différée - REM3

En euros	Rémunérations différées acquises au titre des exercices précédents N-1 et antérieurs			Mouvements ayant eu lieu en année N (y compris sur des rémunérations qui ne seront pas versées en N+1)			Rémunérations acquises en année N g = versées immédiatement en N+1 h = soumises à rétention	
	Montant total des rémunérations différées octroyées au titre des périodes de performance antérieures	Dont : devenant acquises au cours/au terme de l'exercice	Dont : devenant acquises au cours/au terme des exercices suivants	Montant de l'ajustement en fonction des performances appliqué au cours de l'exercice aux rémunérations différées qui devaient devenir acquises au cours de l'exercice	Montant de l'ajustement en fonction des performances appliqué au cours de l'exercice aux rémunérations différées qui devaient devenir acquises au cours d'exercices de performance futurs	Montant total de l'ajustement au cours de l'exercice dû à des ajustements implicites ex post	Montant total des rémunérations différées octroyées avant l'exercice effectivement versées au cours de l'exercice	Montant total des rémunérations différées octroyées au titre de périodes de performance antérieures qui sont devenues acquises mais font l'objet de périodes de rétention
	- b + c			Ajustements explicites portant sur le montant du b Modifications ex post explicites : modifications directes de type malus ou clawback	Ajustements explicites portant sur le montant du c Modifications ex post explicites : modifications directes de type malus ou clawback	Modifications ex post implicites : Modifications découlant de la variation des indicateurs sur lesquels la rémunération attribuée est indexée (simili-instruments financiers)		
	a	b	c	d	e	f	g	h
Organe de direction - Fonction de surveillance	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Esèces	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Actions et Droits de propriété équivalents	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Instruments liés à des actions ou instruments non numéraires équivalents	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres instruments	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres formes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Organe de direction - Fonction de gestion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Esèces	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Actions et Droits de propriété équivalents	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres instruments liés à des actions et autres instruments non numéraires équivalents	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres instruments	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres formes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres membres de la direction générale	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Esèces	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Actions et Droits de propriété équivalents	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres instruments liés à des actions et autres instruments non numéraires équivalents	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres instruments	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres formes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres membres de la population identifiée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Esèces	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Actions et Droits de propriété équivalents	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres instruments liés à des actions et autres instruments non numéraires équivalents	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres instruments	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres formes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €

Hautes rémunérations (REM4)

Nombre de personnes	^a Membres de la population identifiée s'étant vu attribuer une haute rémunération au sein de l'article 450(i) CRR
1 Entre 1 million et 1,5 million non compris	
2 Entre 1,5 million et 2 millions non compris	
3 Entre 2 millions et 2,5 millions non compris	
4 Entre 2,5 millions et 3 millions non compris	
5 Entre 3 millions et 3,5 millions non compris	
6 Entre 3,5 millions et 4 millions non compris	
7 Entre 4 millions et 4,5 millions non compris	
8 Entre 4,5 millions et 5 millions non compris	
9 Entre 5 millions et 6 millions non compris	
10 Entre 6 millions et 7 millions non compris	
11 Entre 7 millions et 8 millions non compris	
x A étendre si nécessaire	

Attestation concernant la publication des informations requises au titre du Pilier III

Personne responsable des informations contenues dans le présent document :

Stéphane NAVARRE, Directeur Financier et Dirigeant Effectif du Crédit Mutuel Océan

Déclaration de la personne responsable :

J'atteste que les informations contenues dans le présent Rapport Pilier 3 en date du 31 décembre 2024 présentant des informations publiées au titre de la huitième partie du Règlement n°575/2013 "CRR", tel que modifié notamment par le Règlement n°2019/876 "CRR2", sont, à ma connaissance, établies conformément aux politiques formelles et aux procédures, systèmes et contrôles internes élaborés dans ce cadre.

Fait à la Roche sur Yon, le 21 mai 2025

Stéphane NAVARRE, Directeur Financier et Dirigeant Effectif du Crédit Mutuel Océan

Table de concordance pilier 3

Etant donné le caractère non coté du groupe Crédit Mutuel Océan et ne s'agissant pas d'un établissement de grande taille, certaines communications exigées pour le Groupe Crédit Mutuel ne seront pas publiées pour le Crédit Mutuel Océan (CRR2).